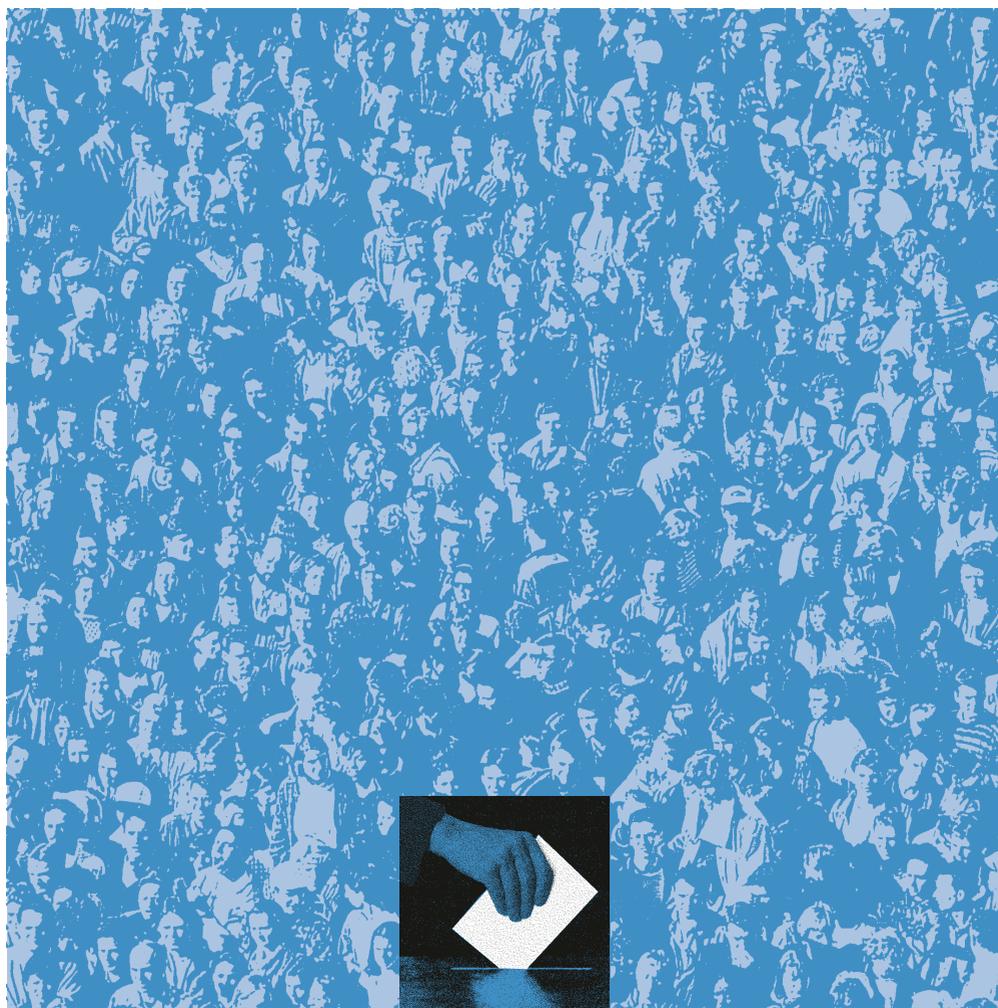


Le système de partis de la Suisse en comparaison internationale

Une étude à l'appui des résultats des élections
au Conseil national 1971–1999



Office fédéral de la statistique
Bundesamt für Statistik
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica

OFS BFS UST

Neuchâtel, 2003

La série «Statistique de la Suisse» publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS) couvre les domaines suivants:

0	Bases statistiques et produits généraux	11	Transports et communications
1	Population	12	Monnaie, banques, assurances
2	Espace et environnement	13	Protection sociale
3	Vie active et rémunération du travail	14	Santé
4	Economie nationale	15	Education et science
5	Prix	16	Culture, médias, emploi du temps
6	Industrie et services	17	Politique
7	Agriculture et sylviculture	18	Administration et finances publiques
8	Energie	19	Droit et justice
9	Construction et logement	20	Revenus et qualité de vie de la population
10	Tourisme	21	Développement durable et disparités régionales

Le système de partis de la Suisse en comparaison internationale

Une étude à l'appui des résultats des élections
au Conseil national 1971–1999

Klaus Armingeon

Professeur de science politique
Université de Berne



Office fédéral de la statistique
Bundesamt für Statistik
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Werner Seitz, Madeleine Schneider, OFS, Tél. 032 713 65 85
e-mail: werner.seitz@bfs.admin.ch, madeleine.schneider@bfs.admin.ch

Auteur: Klaus Armingeon

Diffusion: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel
Tél. 032 713 60 60 / Fax 032 713 60 61 / e-mail: order@bfs.admin.ch

Numéro de commande: 587-9900

Prix: Fr. 10.–

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 17 Politique

Langue du texte original: Allemand

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture: Roland Hirter, Berne

Layout: Claude Maier

Copyright: OFS, Neuchâtel 2003
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales
si la source est mentionnée

ISBN: 3-303-17024-X

Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	7
1 Critères de comparaison et données	9
2 Nombre de partis	11
3 Familles de partis et clivages	15
4 Idéologies et programmatique	19
5 Partis d'extrême gauche et d'extrême droite	24
6 La nationalisation du système de partis	27
7 Le rapport de force entre partis	30
8 Les années nonante en comparaison internationale	36
9 Conclusion	38
10 Perspectives	39
Bibliographie	41
Annexe 1: Proportions d'électeurs par famille de partis et décennie	45
Annexe 2: Composition politique des gouvernements par décennies	57
Annexe 3: Répartition des mandats par pays	63

Avant-propos

Depuis plus de dix ans, le système suisse des partis connaît une évolution jamais vue depuis l'introduction du scrutin proportionnel en 1918. L'Union démocratique du centre (UDC), parti conservateur à droite de l'échiquier politique et 4e des partis gouvernementaux pendant plusieurs décennies avec une «force» de 10 à 12%, a doublé ses suffrages en deux élections et s'est hissé au rang du plus fort parti de la Suisse. En outre, les verts, qui ont vu le jour dans les années 1990, sont devenus le plus important des partis non gouvernementaux pendant cette décennie.

Compte tenu de cette évolution, on est en droit de se demander dans quelle mesure la Suisse constitue le modèle de stabilité politique maintes fois cité. Représente-t-elle vraiment l'exemple parfait d'un système pluraliste de partis qui doit sa stabilité exceptionnelle à la force de son fédéralisme et à la démocratie directe? Pour répondre à cette question, il convient de comparer cette évolution à celle observée au-delà de nos frontières. L'Office fédéral de la statistique a donc mandaté Monsieur Klaus Armingeon, professeur de science politique à l'Université de Berne, pour comparer l'évolution du paysage politique suisse ces trente dernières années avec celle des partis politiques dans les pays européens, en vue d'en définir les points communs et les particularités. La présente étude arrive à la conclusion suivante: dans le paysage politique européen, le système suisse des partis ne représente pas un cas particulier, pas plus que son évolution, même si ce système est fortement imprégné des particularités de la Suisse.

L'annexe de la présente étude contient des tableaux présentant les résultats officiels des élections au parlement de tous les pays de l'UE et de l'AELE depuis 1970. Les offices statistiques de ces pays ont eu l'amabilité de remettre ces résultats officiels à l'Office fédéral de la statistique. Ce dernier a bénéficié de l'aide de l'institut de politologie de l'Université de Berne pour dépouiller ces données.

J'adresse ici mes vifs remerciements à l'auteur, le Professeur Klaus Armingeon, pour son étude intéressante, dont il porte la responsabilité scientifique. Un grand merci également aux directrices et aux directeurs des offices statistiques qui nous ont permis de publier les données sur l'évolution politique dans leur pays sous une forme simple et conviviale.

J'espère que cette étude contribuera non seulement à identifier les particularités de la politique suisse mais aussi à souligner ses points communs avec le reste de l'Europe.

Office fédéral de la statistique
Adelheid Bürgi-Schmelz
Directrice

Introduction

La présente étude est consacrée aux partis suisses et au système de partis de la Suisse en comparaison internationale. Les partis politiques sont des rassemblements organisés de citoyens et de citoyennes professant les mêmes opinions politiques et dont l'objectif est de promouvoir des objectifs politiques communs dans le cadre de processus de formation de la volonté et de décision concernant des affaires publiques. L'expression «système de partis» désigne l'ensemble formé par les partis agissant au sein d'une communauté politique et par leurs relations mutuelles; un système de partis est donc plus que la somme de ses éléments, autrement dit de ses partis. Les principales caractéristiques d'un système de partis sont le nombre et la taille des partis, les idéologies des principaux d'entre eux ainsi que leur modèle d'interaction, leur relation avec la société et le système politique et enfin, son degré d'institutionnalisation.

Par le passé, le système de partis de la Suisse a été étudié et décrit dans bon nombre de ses détails. Je citerai tout d'abord les travaux d'Erich Gruner, et plus particulièrement ses monographies consacrées aux partis dans la Confédération (Gruner 1977), Andreas Ladner s'étant quant à lui distingué par l'actualisation et la révision des travaux de Gruner (Ladner 1991 et 1999; voir également Geser, Ladner et al. 1994). Vatter a étudié les systèmes de partis en comparaison cantonale (Vatter 2001). D'autres manuels et recueils encore, dont certains incluent des comparaisons internationales, fournissent de précieuses informations (Kriesi 1995; Linder 1999; Kerr 1987; Sciarini et Hug 1999).

La présente étude adopte systématiquement cette démarche comparative. Contrairement à une description et à une analyse détaillées des partis suisses dans un contexte national, il ne s'agit donc pas d'une reproduction aussi large et fidèle que possible des structures, des lignes de développement et des problèmes des partis ainsi que de leurs relations au sein de la Confédération. L'objectif poursuivi ici est l'identification des différences et des similitudes avec les systèmes de partis d'autres démocraties établies dans le groupe des pays de l'OCDE, notamment en Europe de l'Ouest¹. La comparaison, centrée sur la Suisse, se limite à des aspects précis des systèmes de partis. Chaque chapitre débute par conséquent par un exposé de la situation suisse, puis la compare à celle des autres pays.

¹ Le groupe de référence des pays de l'OCDE comprend les pays suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne (à partir de 1977), Etats-Unis (USA), Finlande, France, Grèce (à partir de 1974), Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal (à partir de 1975), Royaume-Uni (GBR), Suède et Suisse. Le terme «Europe» désigne les pays de ce groupe situés en Europe de l'Ouest.

Bon nombre d'observateurs considèrent l'interaction des partis au sein de la Confédération comme un cas particulier parmi les systèmes de partis européens. Au premier coup d'œil, cette analyse se vérifie: nulle part en Europe, la démocratie directe ne joue un rôle aussi central dans le système politique qu'en Suisse. C'est la raison pour laquelle les options des partis suisses sont à première vue autres que dans les pays dont le système politique est un système purement parlementaire représentatif. Selon Erich Gruner, les partis suisses se sont formés dans un contexte de lutte plébiscitaire et sont donc la résultante non pas de la parlementarisation comme dans le reste de l'Europe, mais de l'exercice des droits du peuple (Gruner 1977). Erich Gruner est également d'avis qu'en raison du fédéralisme prononcé de la Suisse, les systèmes politiques des cantons diffèrent eux aussi, et que même les élections au Conseil national ne sont que 26 élections parallèles à l'échelle cantonale. Ce point de vue a été souvent repris (Kerr 1987; Kriesi 1998) et est étayé par les différences majeures que présentent les autres institutions politiques cantonales (Vatter 2001). Toutefois, comme le démontrent les comparaisons ci-après, le système de partis de la Suisse ne constitue pas une classe à part, n'est pas un cas *sui generis*. Il fait partie d'un groupe de systèmes de partis fragmentés que l'on trouve en Europe, et est soumis à des tendances d'évolution analogues à celles qui caractérisent les systèmes de partis européens. Cette constatation s'étend aux bouleversements subis dans les années 90 par le paysage suisse des partis, bouleversements qui perdent leur singularité lorsqu'on les confronte à la comparaison.

1 Critères de comparaison et données

On peut analyser les systèmes de partis selon de multiples critères. Ceux que nécessite l'étude comparative des différences et des similitudes du système suisse sont peu nombreux et simples, puisqu'ils se limitent à la classification typologique et à la mesure quantitative. La définition donnée ci-dessus du système de partis permet de déterminer les principaux d'entre eux, parmi lesquels le nombre et la force des partis ainsi que leur orientation idéologique. Cette approche suppose l'existence de systèmes de partis nationaux, un postulat mis en question, du moins pour la Suisse, par la thèse selon laquelle les élections nationales sont 26 élections cantonales parallèles: les systèmes politiques cantonaux et notamment les systèmes de partis cantonaux présentent des différences telles que les déterminants du comportement électoral varient forcément d'un canton à l'autre. Ainsi, l'homogénéité d'un système de partis dans les différentes régions d'un pays constitue également un critère décisif que l'on pourrait considérer comme le degré de «nationalisation» d'un système de partis (Caramani 1996). Enfin, étant donné que les systèmes de partis évoluent, l'ampleur et l'orientation de leur évolution constituent eux aussi des critères de comparaison, au même titre que l'essor et le déclin des partis politiques.

La présente description du système de partis de la Suisse s'appuie sur la comparaison entre époques et pays. Elle permet d'identifier ses similitudes et ses différences avec ceux d'autres pays. La comparaison historique permet de mesurer la stabilité et le changement, la convergence et la divergence. La comparaison géographique permet de distinguer certaines caractéristiques structurelles à un moment précis. Une comparaison avec les pays d'Europe de l'Ouest s'impose du fait des analogies et interdépendances du contexte politique et historique. Lorsque les chiffres l'autorisent, la présente étude intègre toutes les démocraties établies du groupe des pays de l'OCDE dans la comparaison. La période de comparaison englobe les années 1960 à 1999. Ces quarante ans suffisent pour pouvoir observer les constantes structurelles et les évolutions à long terme. Dans la mesure où cela était possible et judicieux, j'ai suivi une stratégie d'analyse simple et claire comme celle adoptée récemment par Peter Mair (Mair 2002) et qui inclut un calcul de moyennes décennales de chaque variable pour tous les pays.

Les données chiffrées sur lesquelles repose cette étude sont pour l'essentiel des résultats d'élections nationales. On trouvera des statistiques électorales dans des manuels tels que le compendium de Mackie et Rose ou dans celui, excellent et plus récent, de Caramani (Mackie et Rose 1991; Caramani 2000). Sur la base de publications officielles, l'Office fédéral de la statistique a, en collaboration

avec l'Institut de sciences politiques de l'Université de Berne, compilé pour les pays d'Europe de l'Ouest et pour la période 1971–1999 une base de données reproduite en annexe de la présente étude (annexe 3). Certains recueils issus de la recherche universitaire sont par ailleurs librement accessibles par l'intermédiaire d'archives de données et d'Internet, comme le Comparative Political Data Set (Armingeon, Beyeler et al. 2001) pour ne citer qu'un exemple. L'avantage de cette source réside dans la libre accessibilité de la base de données par Internet, dans son utilisabilité directe par des programmes statistiques courants ainsi que dans le classement des différents partis nationaux en familles internationales telles qu'elles ont été identifiées par Lane (Lane et al. 1997). Pour la présente analyse, cette base de données a été complétée par celle de l'Office fédéral de la statistique et utilisée pour la récapitulation des pourcentages de votes obtenus par les familles de partis. Les résultats électoraux d'un parti n'ont été pris en compte que lorsque ce parti a obtenu une fois au moins un minimum de 3% de toutes les voix durant la période étudiée de 1960 à 1999. En vertu de cette règle, les partis comme la Ligue des Tessinois ou le Parti suisse du travail n'ont pas été retenus dans les analyses comparatives effectuées sur la base du Comparative Political Data Set.²

² Les moyennes décennales dans le Comparative Political Data Set ont été établies de la manière suivante: jusqu'à l'année précédant l'année des élections (t-1), on a retenu les pourcentages de votes de la dernière élection (par exemple de l'année t-4) comme résultat annuel. A partir de l'année électorale t, on a retenu pour chaque année les résultats électoraux de l'année t jusques et y compris l'année précédant l'élection suivante (qui a eu lieu par exemple durant l'année t+4). On a calculé une moyenne décennale de ces résultats annuels. Si, par exemple, le parti A avait obtenu 40% des voix lors des élections 1988, 20% des voix lors des élections suivantes en 1992 et 10% des voix en 1996, on a retenu 40% pour 1990 et 1991, 20% pour chacune des années 1992 à 1995, et 10% de 1996 jusqu'à la fin de la décennie; cela donne une moyenne de 20% pour la décennie 1990–99.

Dans le calcul de la composition politique du gouvernement, les parts ont été calculées sur base journalière à partir de la date d'entrée au gouvernement, et une moyenne de ces valeurs annuelles a été établie pour la décennie.

2 Nombre de partis

Outre les quatre partis gouvernementaux – PRD, PDC, PSS et UDC –, de nombreuses autres formations ont obtenu des pourcentages de votes importants à l'échelon national lors des élections au Conseil national de 1999. Il s'agit par exemple du Parti écologiste (5,0%), du Parti libéral (2,3%), du Parti évangélique (1,8%), du Parti du travail (1,0%), des Démocrates Suisses (1,8%) et du Parti de la Liberté (0,9%). Il existe apparemment un grand nombre de partis en Suisse. Il est vrai que la plupart des pays d'Europe continentale présentent eux aussi un large échiquier politique, alors que d'autres sont proches du bipartisme pur, dont le meilleur exemple est le système de partis néo-zélandais tel qu'il se présentait avant l'introduction du scrutin proportionnel en 1995³. Les systèmes de partis d'Europe continentale se distinguent en revanche par leur grand nombre de partis, la Suisse étant un exemple typique de système multipartite.

Avant de comparer le nombre des partis suisses dans une perspective internationale, il faut se poser la question de savoir quels sont les partis à prendre en compte et quelles sont les pondérations qu'il convient de leur accorder. Etant donné qu'il s'agit ici de comparer des systèmes nationaux de partis, il est pertinent de ne retenir que les partis se présentant aux élections parlementaires nationales. Ceux dont ce n'est pas le cas ne sont pas pris en compte. En ce qui concerne la pondération des différents pourcentages de votes, les sciences sociales s'appuient sur une méthode éprouvée qui repose sur un indice allant de 0 à 1 : une valeur indicielle proche de «1» signifie que le système de partis est composé d'un très grand nombre de très petits partis, la valeur indicielle «0» indiquant à l'inverse qu'il n'existe qu'un seul parti qui recueille 100% des voix. Lorsque deux partis recueillent 50% des voix chacun, la valeur est 0,5. Cet indice de fragmentation (IF) est calculé au moyen de la formule ci-dessous :

$$IF = 1 - \sum_{i=1}^m t_i^2$$

sachant que t_i est le pourcentage de votes obtenu par le parti i et m le nombre

³ En revanche, c'est à tort que les manuels scolaires qualifient souvent le système du Royaume-Uni (GBR) de «bipartite». Durant l'après-guerre, il s'est toujours agi d'un système à au moins deux partis et demi, puisque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tant durant la période 1964–66 que 1974–2001, un troisième parti (les Libéraux ou partis libéraux de gauche) ont obtenu plus de 10% des voix.

des partis. Selon la théorie des probabilités, le résultat peut être interprété comme la probabilité que deux électeurs choisis au hasard votent pour des partis différents (Rae 1968). Laakso et Taagepera (1979) ont proposé de modifier cet indice, ce qui le rend plus facilement interprétable comme indicateur du nombre effectif des partis (N). Il se calcule comme suit: $N = 1/(1-IF)$. Un pays présentant deux partis de même taille a dès lors une valeur N de 2; un pays où un parti recueille 50% des voix, un second 30% et un troisième 20% a une valeur IF de 0,62 et donc une valeur N de 2,63.

1* Nombre de partis effectifs

Pays	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999	1960 – 1999
Allemagne	3,3	2,9	3,8	3,8	3,3
Australie	2,9	2,9	3,2	3,2	2,9
Autriche	2,4	2,3	3,4	3,5	2,7
Belgique	4,1	6,5	9,5	9,6	7,2
Canada	3,0	3,0	3,7	3,7	3,2
Danemark	4,0	5,5	4,8	4,8	5,0
Espagne		4,3	3,7	3,6	3,7
Etats-Unis (USA)	2,1	2,1	2,5	2,1	2,0
Finlande	5,5	6,0	5,9	5,9	5,8
France	5,0	5,2	6,0	6,1	5,2
Grèce		3,3	2,8	2,8	2,9
Irlande	3,0	2,8	3,9	3,9	3,2
Islande	3,6	3,8	4,5	4,4	4,1
Italie	4,0	3,8	6,7	6,8	4,8
Japon	2,7	3,7	4,3	4,3	3,5
Luxembourg	3,4	3,9	4,7	4,7	4,0
Norvège	3,7	4,3	4,9	4,9	4,2
Nouvelle-Zélande	2,5	2,6	3,5	3,5	2,8
Pays-Bas	5,1	6,0	4,9	4,9	5,0
Portugal		3,7	3,0	3,0	3,3
Royaume-Uni (GBR)	2,4	2,8	3,1	3,1	2,8
Suède	3,3	3,5	4,1	4,2	3,6
Suisse	5,2	5,9	7,1	7,0	6,1
Moyenne	3,6	4,0	4,5	4,5	4,0

Source: Armington, Beyeler et al. 2001

Le tableau 1* indique les résultats obtenus au moyen de la formule ci-dessus. Il contient pour chaque pays les chiffres des quatre dernières décennies du XX^e siècle et la moyenne des valeurs décennales. Dans le cas de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne, ces indices ne peuvent être calculés qu'à partir de la démocratisation, durant les années 70, autrement dit l'introduction d'élections libres (1974, 1975 et 1977). Selon cette statistique, la Suisse comptait cinq partis effectifs dans les années 60. Leur nombre est ensuite passé à six dans un premier temps (années 70) puis à sept (années 80) avant de reculer de nouveau à six (années 90). Cette évolution correspond dans les grandes lignes à celle des pays de l'OCDE: augmentation du nombre des partis jusque dans les années 80. En moyenne des pays de l'OCDE, la variation historique reste cependant inférieure à celle de la Suisse (entre 3½ et 4½ partis). Un regard sur les moyennes des pays durant les différentes décennies permet en outre de constater une étonnante constance: le nombre moyen de partis effectifs s'élève, avec de faibles variations, à environ quatre. Apparemment, l'idée selon laquelle le nombre de partis présents dans les systèmes de partis occidentaux aurait subi des changements spectaculaires n'est pas confirmée par l'expérience. Il faut également veiller à ne pas surestimer la variation la plus importante enregistrée par la Suisse, puisque la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas présentent une fluctuation d'ampleur au moins comparable.

Un deuxième caractère constant frappe lorsqu'on analyse le tableau 1*: le classement des pays ne varie que faiblement lui aussi. Les pays qui présentaient un grand nombre de partis dans les années 60 conservent cette particularité à la fin du siècle dernier, à l'exception notable de la Belgique, qui connaissait encore un système tripartite dans les années 50. Dans la décennie qui suit, les partis belges ne sont plus qu'au nombre de quatre, puis passent rapidement à neuf et à dix. Ce changement radical est imputable à la régionalisation du système politique belge, qui s'est traduite par la formation de partis régionaux autonomes comme les sociaux-démocrates ou les chrétiens-démocrates (Armingeon 1989: 343).

Les pays diffèrent considérablement par un autre aspect encore: le degré de fractionnement des partis y varie fortement. Les Etats-Unis (USA), l'Autriche, le Royaume-Uni (GBR), la Grèce et l'Australie comptent 2½ à 3 partis. Au Danemark, aux Pays-Bas, en France, en Finlande, en Suisse et en Belgique, on trouve en revanche une moyenne de cinq à six partis. En comparaison à long terme, la fragmentation du système de partis suisse n'est dépassée que par celle du système belge. La Suisse appartient donc au groupe des pays dont les systèmes de partis sont fortement fragmentés, sans être pour autant le seul parmi les pays démocratiques à compter un grand nombre de partis. Comment cette relative

stabilité du nombre des partis s'explique-t-elle? Pourquoi, par exemple, le nombre des partis de la Suisse diffère-t-il si fortement durant la période étudiée de celui de ses voisins que sont l'Autriche ou l'Allemagne?

Il existe à cette question une célèbre réponse, apportée par le politologue français Maurice Duverger: la structure d'un système de partis et le nombre de ses partis sont essentiellement déterminés par le droit électoral:

1. Le scrutin proportionnel tend vers un système de partis multiples, avec des partis rigides, indépendants et stables.
2. le scrutin majoritaire à deux tours tend vers un système de partis multiples, avec des partis souples, dépendants et relativement stables.
3. le scrutin majoritaire à un seul tour tend vers le dualisme des partis (Duverger 1959: 219).

Ces «lois» ont fait l'objet de critiques vigoureuses, bien qu'elles ne contestent pas l'influence des modes de scrutin. En revanche, la recherche théorique et empirique révèle de manière tout aussi patente que cette influence dépend du contexte et qu'il existe d'autres déterminants importants, non institutionnels ceux-là (Nohlen 2000; Ware 1996: 192). Enfin, selon la loi de Duverger, cette explication s'applique parfaitement à la Suisse, quoique le Royaume-Uni (GBR) aurait, toujours selon elle, «trop» de partis et l'Autriche «pas assez». C'est la raison pour laquelle l'étude des partis politiques fait appel à des facteurs explicatifs de nature non seulement institutionnelle mais aussi socio-économique et culturelle, qui seront abordés au chapitre suivant.

3 Familles de partis et clivages

La différence en ce qui concerne le nombre des partis s'explique également par la présence de groupes socioculturels différents dans un pays. Plus ceux-ci sont nombreux, plus les partis qui les représentent doivent l'être aussi. Appliquée à la Suisse, cette logique pourrait signifier que l'Union Démocratique du Centre est traditionnellement le parti de l'agriculture et des couches moyennes protestantes, que les radicaux représentent la bourgeoisie, que le Parti démocrate-chrétien est la voix des catholiques et que le Parti socialiste défend les intérêts politiques des travailleuses et des travailleurs. Les partis devraient donc être moins nombreux dans les pays où les conflits sont absents entre ville et campagne ou entre confessions. En conséquence, si la Suisse compte autant de partis, c'est qu'il s'agit d'une société hétérogène sur le plan socioculturel.

Stein Rokkan et Seymour Martin Lipset sont les auteurs d'une ambitieuse tentative de classement des partis d'Europe de l'Ouest en familles en fonction des clivages socioculturels des sociétés (Lipset et Rokkan 1967). Ils arguent que l'Europe de l'Ouest a vécu deux grandes révolutions, l'une nationale et l'autre industrielle, au cours desquelles quatre conflits sociaux sont nés. Ces conflits auraient été «appropriés» par des partis qui se considéraient comme les représentants d'au moins un d'entre eux et qui auraient formé une coalition durable avec le groupe de population concerné et les organisations défendant ses intérêts. C'est à mesure de l'apparition de ces conflits de modernisation et de leur appropriation, par un parti existant ou nouveau, que se sont formés les systèmes de partis d'Europe de l'Ouest jusqu'à l'entre-deux-guerres. Depuis lors, le système de partis d'Europe de l'Ouest est «gelé», écrivaient-ils au milieu des années 60. Ces systèmes de partis plongeaient donc en partie leurs racines historiques bien avant l'introduction de la démocratie.

La thèse de Rokkan et Lipset a fait l'objet de débats animés parmi les spécialistes de l'étude des partis. Elle est aujourd'hui considérée comme réductrice pour maintes raisons, l'une d'entre elles étant la restriction à quatre conflits sociaux centraux: entre centre et périphérie, entre Etat et Eglise, entre ville et campagne, entre classe ouvrière et bourgeoisie. Or, tous les conflits actuellement appropriés par la politique, par exemple celui qui oppose économie et écologie, ne trouvent pas leur origine dans ces quatre conflits fondamentaux. Il est donc plus pertinent de partir d'un nombre de conflits supérieurs et, par conséquent, d'un nombre supérieur de familles de partis. Klaus von Beyme a élaboré un schéma utile de différenciation des partis dans les démocraties occidentales qui

2* Schéma de différenciation des partis politiques d'Europe de l'Ouest en fonction de conflits socio-politiques

1. **Libéralisme dirigé contre l'ancien régime des conservateurs**
 2. **Conservateurs contre les libéraux**
Suisse: Radicaux contre catholiques conservateurs (1830 – 1874)
France: Libéraux, doctrinaires contre ultraroyalistes (1814 – 1830)
Allemagne: Libéraux contre partisans du principe monarchique (1815 – 1848)
 3. **Partis ouvriers contre le système bourgeois**
Suisse: Grütliverein (1838), Union Suisse des travailleurs (1873),
Parti socialiste (1888)
Allemagne: Association générale des travailleurs / Parti Ouvrier Social-Démocrate
(1863 / 1869)
 4. **Partis agrariens contre le système industriel**
Suisse: Parti suisse des paysans, artisans et bourgeois (fusionne en 1971 avec certains
partis démocrates cantonaux pour devenir l'Union démocratique du Centre)
Suède: Parti agrarien (par la suite: Parti du centre)
 5. **Partis régionaux contre le système centraliste**
Suisse: Ligue des Tessinois
Italie: Ligue du Nord
Allemagne: Parti bavarois
 6. **Partis chrétiens contre le système laïc**
Suisse: Parti conservateur (1912), depuis 1970 Parti démocrate-chrétien
Allemagne: Parti du centre (depuis 1871) et plus tard Union chrétienne-démocrate
Italie: Parti populaire (1919), Démocratie chrétienne
 7. **Partis communistes contre le «social-démocratisme»**
Suisse: Parti communiste suisse (1921), depuis 1944 Parti du travail
Allemagne: Parti communiste allemand
 8. **Partis fascistes contre les systèmes démocratiques**
Suisse: Front national (1930)
Allemagne: Parti ouvrier national-socialiste
Italie: Faisceaux de combat (1919), par la suite Parti National Fasciste
Néo-fascistes: Suisse (néant), Italie (Mouvement social italien), Allemagne (Parti National
Démocratique Allemand)
 9. **Populisme de droite contre le système bureaucratique et d'Etat-providence**
Suisse: Ligue des Tessinois / Parti de la Liberté
Italie: Ligue du Nord
Autriche: Parti libéral autrichien
Allemagne: Républicains
 10. **Mouvement écologique contre la société de croissance industrielle**
Suisse, Allemagne, France, Autriche, etc.: Parti écologiste
-

Source: von Beyme 2000: 70 et compléments apportés par l'auteur

distingue dix familles de partis en fonction des grands conflits ou clivages politiques sous-jacents (von Beyme 2000: 70). Le tableau 2* est une version de ce schéma complétée par d'autres exemples. On y voit également que les classifications de von Beyme ne sont pas exhaustives: la Ligue des Tessinois, par exemple, est à la fois un parti régional et une formation de la droite populiste; longtemps, le Parti libéral autrichien (FPÖ) a été un parti libéral de droite, avant de prendre progressivement une couleur populiste de droite dans les années 90.

Ce tableau montre bien que le système de partis de la Suisse n'est, avec ses nombreux partis, ni un système sui generis ni un cas particulier. La Suisse est effectivement un cas extrême, dans la mesure où aucun des conflits – ou presque – vécus par les sociétés européennes ne l'a épargnée, conflits que les partis se sont appropriés. Ainsi, le système de partis de la Suisse est particulièrement proche du système de partis européen idéal.

Cette constatation est confirmée par une autre analyse. Arend Lijphart a dénombré les clivages permanents existant au sein des systèmes politiques des pays occidentaux et les a classés en clivages d'importance majeure (MA) et moyenne (MO) (Lijphart 1999: 78-87).

Le tableau 3* montre que la Suisse – qui n'est pas la seule dans ce cas – vit un nombre relativement grand de conflits politiques. Et là où de nombreux conflits politiques sont débattus, un grand nombre de partis politiques peuvent apparaître pour se faire les représentants d'intérêts divergents dans le contexte d'un ou de plusieurs de ces conflits politiques. Lijphart résume cette relation par un axiome: le nombre de partis déterminants est égal au nombre de conflits plus un. Dans la perspective de la comparaison internationale, nous pourrions donc supposer que la Suisse compte cinq partis déterminants. Ce résultat démontre, lui aussi, que le système de partis de la Suisse ne constitue pas un cas particulier, mais qu'il est représentatif d'un groupe de pays qui connaissent de nombreux conflits sociaux et en débattent démocratiquement.

3* Clivages politiques dans 23 démocraties

Pays	Socio-économique	Religieux	Ethno-culturel	Ville-campagne	Adhésion au système	Politique extérieure	Post-matérialiste	Nombre de conflits
Allemagne	MA	MA	MO				MO	3.0
Australie	MA			MO				1.5
Autriche	MA	MO						1.5
Belgique	MA	MA	MA					3.0
Canada	MO		MA					1.5
Danemark	MA	MO		MO		MO		2.5
Espagne	MA	MO	MA					2.5
Etats-Unis (USA)	MO		MO					1.0
Finlande	MA	MO	MA	MO	MO			3.5
France	MA	MO			MO	MO		2.5
Grèce	MA				MO			1.5
Irlande	MA					MO		1.5
Islande	MA			MO		MO		2.0
Italie	MA	MA			MO	MO		3.0
Japon	MA	MO			MO	MO		2.5
Luxembourg	MA	MA						2.0
Norvège	MA	MA		MO			MO	3.0
Nouvelle-Zélande	MA							1.0
Pays-Bas	MA	MA					MA	3.0
Portugal	MA	MO			MO	MO		2.5
Royaume-Uni (GBR)	MA					MO		1.5
Suède	MA	MO		MO			MO	2.5
Suisse	MA	MO	MO	MO		MA	MO	4.0

MA: Conflits majeurs

MO: Conflits d'importance moyenne

Source: Lijphart 1999: 80 s., avec indications complémentaires pour la Suisse

4 Idéologies et programmatique

Certains politiciens helvétiques ont parfois supposé que les chances de différences programmatiques marquées entre partis sont meilleures en Suisse parce que leur plus grand nombre empêche toute assimilation, des suffrages supplémentaires ne pouvant plus être acquis qu'au centre, auprès de l'électeur «médian». D'autres pensent qu'une «classe politique» défend des objectifs et des convictions qui ne sont plus représentatifs des citoyens et des citoyennes. Une autre opinion également répandue enfin est celle qui consiste à considérer que l'«ère des idéologies» est révolue, au moins depuis l'effondrement du socialisme d'Etat en Europe de l'Est, et que les partis sont devenus des machines à engranger des voix, entre lesquelles il n'existe plus de différences programmatiques substantielles. Que penser de cela sur la base d'une comparaison internationale d'indicateurs quantifiables?

On constatera tout d'abord que, en effet, les différences programmatiques marquées qui caractérisaient les systèmes de partis occidentaux d'avant la Deuxième Guerre mondiale ont disparu. Certains auteurs postulent que, durant les quatre dernières décennies, il s'est établi entre les partis occidentaux une convergence programmatique progressive allant jusqu'à l'assimilation (Thomas 1976, 1980). C'est là l'opinion d'une minorité. La plupart des spécialistes de l'étude des partis voient toujours des différences notables entre les programmes des différents partis. Ce point de vue est étayé par des estimations comparatives entre partis établies par des experts. L'une de ces enquêtes est particulièrement importante pour la présente étude parce qu'elle englobe également le système de partis de la Suisse.

Cette enquête a été réalisée par Huber et Inglehart en 1993 (Huber et Inglehart 1995). Des experts de différents pays ont été invités à classer les partis de leur pays sur une échelle gauche-droite de 1 à 10. Le tableau 4* montre les valeurs attribuées au plus grand parti de gauche et au principal parti du centre, de centre droite ou de droite. La colonne «Différence» indique l'écart entre les deux partis sur l'échelle. On constate que les principaux objectifs des grands partis des démocraties occidentales présentent toujours des différences considérables. Cela vaut également pour la Suisse, dont le résultat est supérieur à la moyenne sans être pour autant extrême. En revanche, cette analyse dément l'hypothèse selon laquelle les différences entre les programmes des partis devraient être plus marquées en Suisse, compte tenu du nombre important de partis, de la définition précise des groupes sociaux et régionaux qui les supportent et qui leur permettent d'échapper à la pression qui les contraindrait à un glissement vers le centre, comme c'est le cas dans d'autres pays.

4* Différences politico-idéologiques entre le plus grand parti de gauche et le plus fort parti du centre, de centre droite ou de droite en 1993

Pays	Différence	Gauche	Droite	Nom des partis
Allemagne	2,59	3,83	6,42	Parti social-démocrate / Union chrétienne-démocrate
Australie	2,38	4,75	7,13	Parti travailliste / Parti libéral
Autriche	1,50	4,75	6,25	Parti social-démocrate / Parti populaire autrichien
Belgique	1,76	4,10	5,86	Parti socialiste / Parti populaire chrétien (Christelijke Volkspartij), Parti social chrétien
Canada	2,20	5,10	7,30	Parti libéral / Parti progressiste-conservateur
Danemark	2,34	5,22	7,56	Parti social-démocrate / Parti populaire conservateur
Espagne	3,50	4,00	7,50	Parti socialiste ouvrier / Parti populaire
Etats-Unis	2,70	4,15	6,85	Démocrates / Républicains
Finlande	3,00	4,38	7,38	Parti social-démocrate / Coalition nationale
Irlande	1,70	4,10	5,80	Parti travailliste / Fianna Fail
Italie	3,83	2,50	6,33	Parti démocratique de la gauche / Démocratie chrétienne
Japon	4,64	3,79	8,43	Parti socialiste / Parti libéral-démocrate
Norvège	3,87	4,13	8,00	Parti du travail / Parti conservateur (Høyre)
Nouvelle-Zélande	3,80	3,50	7,30	Parti travailliste / Parti national
Pays-Bas	2,10	4,20	6,30	Parti du travail / Chrétiens-démocrates
Portugal	1,50	4,88	6,38	Parti socialiste / Parti social-démocrate
Royaume-Uni	3,28	4,43	7,71	Parti travailliste / Parti conservateur
Suède	4,25	4,08	8,33	Parti social-démocrate / Conservateurs
Suisse	3,40	2,60	6,00	Parti socialiste / Parti radical-démocratique
Moyenne	2,72	3,93	6,65	

Echelle de 1 à 10

Gauche: Moyennes des notations des experts concernant le positionnement politico-idéologiques des partis de gauche

Droite: Moyennes des notations des experts concernant le positionnement politico-idéologiques des partis du centre, de centre de droite ou de droite

Différence: Différence entre les deux moyennes

Calculé d'après Huber et Inglehart (1995)

Les données du tableau 4* démentent également l'affirmation selon laquelle, dans les démocraties modernes, les partis populaires se sont formés sans différences programmatiques notables. Même des modifications radicales, à l'exemple de celles constatées dans les années 90 en Italie, n'ont pas accéléré le développement de partis populaires. Les nouveaux partis italiens reflètent bien plus les anciennes lignes de conflit, tout particulièrement le conflit entre le Nord et le Sud, ainsi que celui entre le catholicisme et la laïcité. Dans le sillage de cette thèse, certains ont récemment argumenté que ces partis populaires se seraient entre-temps transformés en «partis cartels» (Katz et Mair 1995), cette expression désignant un cartel de partis politiques qui ont largement perdu leur fonction de représentation politique des intérêts de groupes sociaux. Ils pensent également que la progression du financement public s'est traduite par une indépendance par rapport aux cotisations des membres, indépendance devenue nécessaire du fait du recul du nombre de membres des partis et de la propension décroissante de ceux-ci à faire don de leur temps et de leur argent au parti. Simultanément, les coûts imputables aux campagnes électorales, à la professionnalisation des appareils de partis et à l'intervention de publicitaires et de consultants auraient augmenté de telle manière que les cotisations des particuliers et des organisations ne suffiraient plus à les couvrir. Une autre conséquence du financement public serait l'intérêt organisationnel commun de tous les partis à l'Etat. Allié à l'amenuisement des différences idéologiques, il engendrerait une fusion informelle des partis en un cartel quasi public qui, alimenté par les deniers de l'Etat, remplirait une fonction d'intermédiation entre ce dernier et le citoyen.

Intégrer la Suisse dans cette typologie controversée n'est pas chose facile. Premièrement, le financement public manque dans son cas (Drysch 1998), et les partis suisses sont par conséquent très loin de former un cartel financé par l'Etat. En revanche, la concordance et la collaboration des quatre grands partis gouvernementaux peuvent être considérées comme un cartel au sens strict du terme: depuis l'introduction de la «formule magique» (1959), les résultats électoraux n'ont pas modifié la composition politique du gouvernement (Armingeon 1999: 465 et plus particulièrement 473). On pourrait donc prétendre qu'il existe en Suisse un système de partis cartels depuis le début des années 60 au moins, alors que Katz et Mair ne placent l'apparition de ce type de formation politique que dans les années 70.

La thèse de l'évolution vers les partis populaires («catch-all parties») et les partis cartels va trop loin dans le cas de la Suisse, où les positionnements programmatiques des partis sont toujours bien distincts et où les profils socioculturels des électors ne se recouvrent toujours pas. Toutes choses étant, un élément de cette théorie reste incontestable: les partis modernes recherchent des voix bien

au-delà du cercle de leur électorat antérieur. Ainsi, depuis bien longtemps, les partis sociaux-démocrates ne se limitent plus à la classe ouvrière, et les ex-partis paysans ont conquis de nouvelles catégories d'électeurs. Un bon exemple est celui de l'Union Démocratique du Centre, qui a débuté comme parti des paysans et des artisans protestants (Junker 1968), mais qui, lors des dernières élections fédérales, a obtenu la majorité de ses suffrages en dehors des milieux agricoles et dont la proportion de votes catholiques égale désormais la part des catholiques dans l'ensemble de l'électorat (Hirter 2000). Pour des partis tels que les ex-partis ouvriers ou paysans, cette évolution socio-structurelle des électors est une question de survie, puisque ni les agriculteurs ni les salariés effectuant un travail manuel (et disposant du droit de vote) ne constituent un réservoir suffisamment grand pour leur permettre de conserver leurs pourcentages de votes et moins encore de les augmenter. Il en va de même des partis chrétiens-démocrates, notamment en Suisse, dont l'électorat traditionnel de catholiques pratiquants diminue en raison du processus de sécularisation. Un parti peut compenser les pertes de voix qui en découlent en tentant, d'une élection à l'autre, de gagner des électeurs fluctuants: il doit remplacer les «fidèles» perdus par des «clients de passage» en fidélisant des segments de la société qui ne votaient quasiment jamais pour lui auparavant.

La thèse des partis cartels contient elle aussi des éléments importants et incontestés. Il s'agit entre autres du soutien considérable apporté par l'Etat aux partis politiques, de l'influence majeure des médias et, partant, de la mise en place d'états-majors de consultants professionnels pour les campagnes populaires, ainsi que du nombre décroissant des membres actifs à l'échelon communal.

Que faut-il enfin penser de l'affirmation populaire selon laquelle une «classe politique» ne trouverait plus de soutien parmi les électeurs parce qu'elle créerait artificiellement des désaccords programmatiques qui seraient loin de la réalité des citoyens et des citoyennes?

Elle est démentie par les résultats de la recherche empirique. Anders Widfeldt a analysé pour différents pays des sondages dans le cadre desquels des membres des partis et des sympathisants de partis avaient été invités à se placer sur une échelle de «1» (tout à gauche) à «10» (tout à droite) (Widfeldt 1995). Si l'hypothèse des partis non représentatifs était vraie, il faudrait s'attendre à de considérables différences dans le positionnement idéologique des membres et des sympathisants. Cette analyse a également été faite pour la Suisse sur la base du sondage effectué à l'occasion des élections fédérales de 1995 (enquête Se-lects).

Le résultat ne laisse aucun doute: contrairement à certaines déclarations de la presse, les partis suisses sont, comme dans les autres démocraties occidentales, très représentatifs de leurs sympathisants. La thèse d'un découplage entre les partis et leurs sympathisants ne résiste donc pas à la confrontation avec la réalité.

5* La représentativité des partis politiques

Pays	Parti	Membres	N	Sympathi- sants	N
Suisse	Parti démocrate-chrétien / Parti chrétien-social	6,1	228	6,0	263
	Parti radical-démocratique	6,6	312	6,3	459
	Union démocratique du centre	6,7	115	6,6	237
	Parti socialiste suisse	3,3	125	3,6	814
France	Parti communiste	1,9	47	2,4	168
	Parti socialiste	2,6	43	3,3	1'063
	Républicains (RPR)	8,0	31	7,6	440
Italie ¹	Parti communiste	1,8	116	2,3	541
	Parti socialiste	3,5	47	3,9	383
	Chrétiens-démocrates	5,9	119	5,9	800
Allemagne	Parti social-démocrate Union chrétienne-démocrate / Union chrétienne sociale	3,5	109	4,1	995
		7,5	109	7,0	933
Pays-Bas	Parti du travail	2,9	86	3,6	967
	Chrétiens-démocrates	7,0	107	6,6	886
	Libéraux	7,2	31	6,9	445

Moyennes de l'auto-évaluation des membres et sympathisants sur l'échelle gauche-droite

¹ Les enquêtes qui servent de base à ces calculs ont été réalisées avant 1986, c'est-à-dire avant la restructuration du système de partis en Italie. Des analyses plus récentes laissent néanmoins supposer que les changements de coalition entre les groupes socio-culturels de la population et les familles de partis n'étaient pas aussi dramatiques que les changements de partis au sein des familles de partis (Sommer 2002).

Source: Nouvelle analyse de l'enquête Selects 95 et Widfeldt 1995: 168 s.

5 Partis d'extrême gauche et d'extrême droite

Durant la période étudiée ici, donc de 1960 à 1999, il n'existait aucun parti d'extrême gauche fort en Suisse. En Europe de l'Ouest en revanche, entre 7 et 9% des électeurs ont voté pour des partis défendant un programme communiste ou se positionnant nettement à gauche de la social-démocratie (tableau annexe T1.4). Notamment en France, en Italie et en Finlande, mais aussi en Espagne et au Portugal, les pourcentages de votes obtenus par l'extrême gauche étaient ou sont élevés, et bien éloignés de ceux favorisant en moyenne le parti communiste en Suisse (Parti suisse du travail ou POP). A l'extrême droite de l'échiquier politique, la Suisse enregistre une valeur inférieure à la moyenne. Elle est difficile à quantifier du fait que la catégorisation des partis d'extrême droite est problématique puisque aucune de ces formations ne se réclame de l'extrémisme. En sciences politiques, les partis d'extrême droite sont définis comme des partis qui n'acceptent pas les règles du jeu de la démocratie et qui considèrent que la nation ou l'ethnie dont ils font partie est supérieure aux autres (voir Betz 1996; Gabriel 1996). Il s'agit par exemple du Bloc flamand en Belgique (qui a été classé comme parti ethnique par Lane, McKay et Newton en 1997), des néofascistes italiens, des républicains allemands ou du Front national en France. La Suisse n'a aucun parti d'extrême droite comparable, pas même une formation se situant à la frontière entre populisme de droite et extrémisme de droite comme le Parti libéral autrichien des années 90. Certaines sections de l'Union Démocratique du Centre et le Parti de la Liberté ou les Démocrates Suisses pourraient être considérés comme entrant dans cette catégorie, mais leur identification indiscutable avec les règles du jeu démocratique les éloigne incontestablement de l'extrémisme de droite.

Comment expliquer cette absence d'extrémisme de gauche et de droite fort en Suisse en comparaison internationale? On peut chercher une réponse à cette question dans certains aspects largement ignorés par la théorie de Lipset et Rokkan: les institutions de la participation politique et la stratégie adoptée par l'Etat et les élites dominantes envers le mouvement ouvrier.

Lorsqu'il y a une centaine d'années, le mouvement ouvrier forma des organisations politiques en Europe, les élites dominantes durent faire un choix entre deux stratégies: exclusion ou inclusion. Cette décision fut prise durant l'époque précédant la fin de la Deuxième Guerre mondiale au cours d'un processus souvent non linéaire et parfois violent. Là où l'exclusion l'emporta – notamment en Italie et en France –, un parti communiste fort parvint à s'établir. Là où le choix se porta sur l'inclusion, les chances de l'extrémisme de gauche organisé étaient moins bonnes et une social-démocratie modérée parvint à s'assurer un rôle cen-

tral de représentante des intérêts de la classe ouvrière dans le système politique. Chacun sait que la Suisse s'est engagée dans la voie de l'inclusion dans les années 30 en ménageant à la social-démocratie des possibilités de participation dans le système politique en tant de «junior partner»: tout d'abord à l'échelle gouvernementale dans les cantons fortement industrialisés, puis dans le cadre du partenariat social après la signature de la première convention de «paix du travail» entre syndicats et patronat en 1937 et, enfin, à travers la participation permanente de la social-démocratie au gouvernement fédéral depuis 1959, en contrepartie de la mise en place et du développement de l'Etat social ainsi que de l'organisation corporatiste de l'Etat et de l'économie. Par ailleurs, les droits du peuple s'accompagnaient pour la gauche de chances de participation n'existant nulle part ailleurs dans une telle mesure.

L'absence d'un extrémisme de droite fort en Suisse ne peut s'expliquer par un défaut de potentiel parmi la population. En comparaison internationale, les citoyens et citoyennes suisses ne soutiennent pas la démocratie plus activement que ceux et celles des autres démocraties occidentales. En Suisse, la participation politique et l'intérêt porté à la chose politique sont plutôt inférieurs à la moyenne. La xénophobie, condition importante pour l'apparition et la stabilisation de formations d'extrême droite, y est également répandue. En ce qui la concerne, les valeurs de la Suisse ne diffèrent pas spectaculairement de celles d'autres démocraties occidentales. Donc, bien que de nombreuses conditions soient réunies sur le plan des opinions pour l'existence de partis d'extrême droite, aucun d'entre eux n'est parvenu à s'établir durablement en Suisse, alors que dans d'autres pays, des entrepreneurs politiques ont réussi à mobiliser ce potentiel et à former des partis correspondants. L'une des principales raisons de cette «volatilité» du potentiel d'extrême droite pourrait résider dans les institutions de la démocratie directe (Armingeon 1995; Kriesi et Wisler 1996; Kriesi 1999). Dans les démocraties représentatives, les peurs et la colère qui sont à l'origine de l'extrémisme de droite sont reprises par les partis correspondants dans leurs programmes, et voter pour ces partis constitue l'unique chance ou presque des citoyens et citoyennes concernés de s'exprimer sur le plan politique. Il en va tout autrement dans une démocratie directe, où certaines votations populaires leur permettent de manifester leur mauvaise humeur à propos de certains enjeux, comme le démontre l'exemple des initiatives et référendums sur les étrangers. Une fois efficacement exprimée en rapport avec un sujet précis, cette mauvaise humeur ne peut plus ou plus aussi facilement être instrumentalisée par un parti ayant une programmation typique d'extrême droite. Cette explication institutionnelle de l'absence de partis d'extrême droite en Suisse n'est bien entendu pas exhaustive. D'autres éléments interviennent, comme le développement

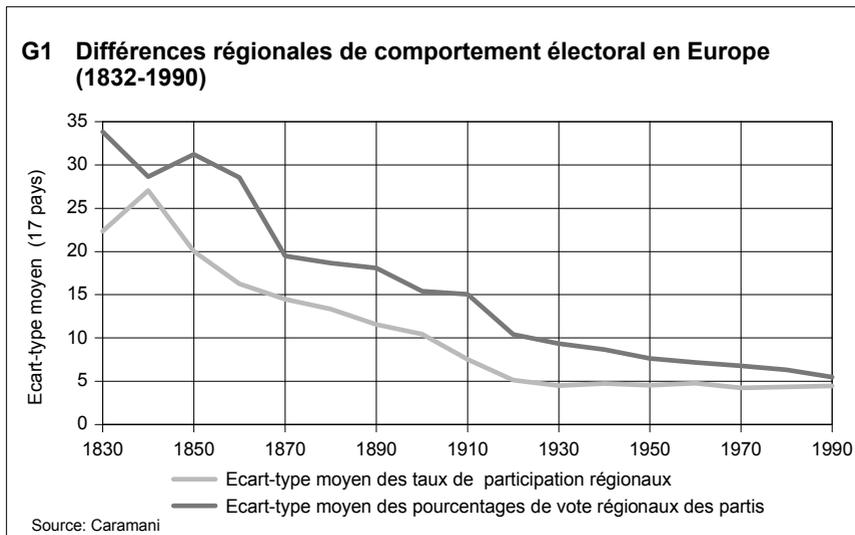
comparativement serein de l'économie suisse durant l'après-guerre, qui a évité au pays d'être confronté aux mêmes défis que d'autres. Ensuite, il existe en Suisse pas moins de trois partis établis de centre droite, qui peuvent mobiliser le potentiel d'extrême droite dans le cadre du système démocratique, alors que les autres pays ne comptent souvent qu'un seul grand parti démocratique à droite de l'échiquier politique; les citoyens et citoyennes attirés par l'extrême droite n'y ont par conséquent que peu d'options.

6 La nationalisation du système de partis

L'une des particularités du système politique suisse est, comme le veut une thèse largement répandue, l'absence d'un système de partis national: ses tenants considèrent que les partis sont des partis cantonaux dont la cohésion nationale est relativement lâche. La Suisse serait donc un cas unique de non-nationalisation ou de faible nationalisation du système de partis.

L'expression «nationalisation du système de partis» désigne l'assimilation de la lutte électorale et du comportement électoral dans les différentes régions d'un système politique. Le degré de nationalisation se mesure à partir de données agrégées portant sur le nombre des partis dans les différentes régions et sur les résultats électoraux régionaux. Une deuxième stratégie consiste à analyser le comportement électoral individuel à partir de données recueillies dans le cadre d'enquêtes.

Daniele Caramani a publié le manuel de données le plus complet à ce jour sur les élections dans 18 pays d'Europe de l'Ouest compte tenu des résultats électoraux régionaux (Caramani 2000). Il calcule entre autres trois indicateurs: la part moyenne des régions (circonscriptions électorales) dans lesquelles un parti participe aux élections; l'écart entre résultats électoraux régionaux et nationaux des partis (mesuré en tant qu'écart-type) ainsi que l'écart entre les taux de participations régionaux et nationaux.



La première grande tendance qu'il constate est l'homogénéisation des comportements électoraux en Europe, un phénomène qui a évolué rapidement jusqu'à l'entre-deux-guerres pour ralentir ensuite (graphique G1).

La Suisse correspond à ce résultat total à trois grandes exceptions près.

1. Jusqu'en 1872, le comportement électoral des régions est hétérogène, l'homogénéisation ne commençant que par la suite.
2. A partir de cette date, l'homogénéisation est plus constante que dans la totalité des pays.
3. Indépendamment de cet indicateur, la Suisse fait partie des pays ayant atteint dans les années 90 le degré le plus faible de nationalisation du comportement électoral.

Le degré de nationalisation relativement faible de son système de partis ne suffit cependant pas à faire de la Suisse un cas à part, car cette situation se retrouve dans bon nombre d'autres pays: la Belgique en ce qui concerne les variations des résultats électoraux (pour la période 1943–1995), l'Espagne pour la présence régionale des partis (pour la période 1918–1995) et la Finlande, très proche de la Suisse en ce qui concerne le taux de participation (Caramani 2000: 74-80).

Caramani identifie deux conditions pour le faible degré de nationalisation du comportement électoral: l'hétérogénéité culturelle et la date de l'industrialisation. Il explique que l'hétérogénéité culturelle d'un pays s'exprime également dans l'existence de régions culturelles différentes (langue et confession) qui se traduisent par la formation d'institutions politiques distinctes. Cette explication convient parfaitement au cas de la Suisse. A première vue en revanche, la valeur explicative du second argument, celui de la date de l'industrialisation, est plus faible. Selon Caramani, une industrialisation précoce engendre une plus grande mobilité régionale de la main-d'œuvre, ce qui se traduit par un estompage précoce des particularités culturelles et partant, empêche la formation d'une structure politique régionale spécifique. Or la Suisse fut l'un des premiers pays industrialisés et est aujourd'hui encore une société où les différences régionales sont fortes en ce qui concerne le système de partis et le comportement électoral. La solution de cette énigme pourrait résider dans le caractère spécifique de son industrialisation, qui fut une industrialisation sans urbanisation simultanée. La Suisse est passée à la société industrielle sans connaître de mouvement migratoire massif de main-d'œuvre vers des centres industriels éloignés. C'est ainsi qu'en dépit d'une industrialisation précoce, les différences régionales

ont subsisté, permettant la formation et le maintien de structures politiques typiquement régionales.

L'étude de Caramani constitue une percée décisive dans l'étude comparative des élections et des partis politiques, car c'est la première à avoir recueilli et analysé des données électorales régionalisées sur une longue période. Une question reste toutefois sans réponse: elle suppose que dans toutes les régions, les sections d'un parti national défendent le même programme, forment les mêmes coalitions politiques et que la structure sociale de leurs sympathisants est identique. Ce n'est justement pas le cas en Suisse, comme l'ont clairement démontré Gruner et Kerr (Gruner 1977 et Kerr 1987).

Une analyse sur la base de données individuelles révèle en outre que la Suisse n'est pas le seul pays à présenter une grande disparité régionale entre partis nationaux. Cette étude repose sur des données relatives au comportement électoral dans dix cantons suisses lors des élections fédérales de 1995 et sur des données relatives au comportement électoral dans 14 pays d'Europe de l'Ouest (Armingeon 1998). L'hypothèse qui sous-tend cette étude est la suivante: en Suisse, le fait qu'une personne choisisse de voter pour un parti (et de ne pas voter pour les autres) dépend d'opinions et de caractéristiques socioculturelles dont l'importance varie fortement elle aussi d'une région à l'autre. On constate en effet d'énormes différences régionales en Suisse. La thèse selon laquelle il n'y a pas en Suisse d'élections nationales, mais des élections cantonales parallèles est donc confirmée du fait que la décision électorale est massivement influencée par le contexte institutionnel cantonal. Dans la réalité en effet, ces différences entre cantons sont à peu près aussi marquées que les différences de comportement électoral entre certains pays européens. Mais une deuxième analyse critique révèle également ceci: souvent, dans ces pays européens, les résultats électoraux nationaux sont aussi le fruit de la combinaison de déterminants régionaux du comportement électoral très différents. En procédant aux analyses régionalisées correspondantes pour les pays de l'UE, on trouve en Belgique, en Italie, en Irlande, au Portugal et en Espagne des différences de comportements électoraux régionaux identiques à celles de la Suisse, voire plus marquées encore. Comme dans les analyses antérieures, le système suisse des partis n'apparaît pas comme un cas isolé. A ce propos, la Suisse appartient à un groupe de pays européens dont les différences historiques, économiques et culturelles entre régions ont donné naissance à des systèmes de partis différents d'une région à l'autre.

7 Le rapport de force entre partis

En démocratie, les pourcentages de votes sont la principale ressource des partis politiques: ce sont eux qui décident de la force de chaque parti au parlement. Toutefois, d'autres éléments s'insèrent entre la cause et l'effet: il s'agit du mode de scrutin et des règles de répartition des sièges au parlement, qui peuvent engendrer de considérables écarts entre pourcentages de votes et pourcentages de sièges. La force parlementaire détermine à son tour la séparation gouvernement – opposition. Or le pourcentage de sièges n'est pas transformé linéairement en pourcentage de portefeuilles ministériels. De nombreuses modifications découlent des règles institutionnelles – par exemple les impératifs de majorité – et du comportement en matière d'alliances. Toutefois, le premier élément de ce processus qui va de la répartition des sièges au parlement à la participation gouvernementale reste le pourcentage de votes. Ils sont représentés ci-dessous pour les différentes familles de partis. Deux questions prioritaires se posent dans ce contexte: à quel égard la Suisse se distingue-t-elle sur le plan structurel des moyennes européennes et de celles du groupe de l'OCDE des démocraties éta-

6* Appartenance des partis suisses aux familles de partis

Famille de partis	Membres de cette famille de partis en Suisse
Partis sociaux-démocrates	Parti socialiste suisse (PSS)
Partis conservateurs	Union démocratique du Centre (UDC)
Partis confessionnels (majoritairement chrétiens-démocrates)	Parti démocrate-chrétien (PDC), Parti chrétien-social (PCS) Parti évangélique populaire (PEV)
Partis libéraux	Parti radical-démocratique (PRD), Alliance des Indépendants (AdI), Parti libéral suisse (PLS)
Partis de contestation	Action nationale/Démocrates Suisses (DS), Parti des Automobilistes/ Parti suisse de la Liberté (PSL), Mouvement républicain suisse (Rép.)
Partis écologistes	Parti écologiste suisse (PES)
Partis ethniques	Ligue des Tessinois
Partis communistes	Parti suisse du travail (PST)
Partis socialistes de gauche	Organisations progressistes suisses (POCH) Parti socialiste autonome (PSA)
Partis d'extrême droite	(aucun en Suisse)

Remarque: Les résultats électoraux d'un parti n'ont été pris en compte dans le 'Comparative Political Data Set' (CPDS) que lorsque ce parti a obtenu une fois au moins un minimum de 3% de toutes les voix durant la période étudiée.

blies? Quelle est l'ampleur de ces différences structurelles par rapport aux groupes de pays cités?⁴

Les partis ont été répartis en neuf groupes sur la base de la classification de Lane et Errson et Lane, McKay et Newton (Lane et Errson 1999; Lane, McKay et Newton 1997). Le tableau 6* indique à quelles familles de partis appartiennent les partis suisses, l'Union Démocratique du Centre ayant été classée comme parti conservateur (plutôt qu'agriculteur) en raison du fait que son électorat est beaucoup plus vaste que sa clientèle historique. Les tableaux détaillés des pourcentages de votes obtenus par ces familles de partis dans les 23 pays étudiés au cours des quatre décennies figurent en annexe.

Un premier coup d'œil jeté aux rapports de force entre partis permet de les placer par ordre d'importance pour l'ensemble de la période étudiée 1960–1999:

7* Ordre d'importance des partis dans l'OCDE, en Europe et en Suisse (1960 – 1999)

	OCDE	Europe	Suisse
1 ^{er} rang	Sociaux-démocrates (29%)	Sociaux-démocrates (30%)	Libéraux (30%)
2 ^e rang	Conservateurs (22%)	Libéraux (19%)	Sociaux-démocrates (23%)
3 ^e rang	Libéraux (20%)	Chrétiens-démocrates (18%)	Chrétiens-démocrates (21%)
4 ^e rang	Chrétiens-démocrates (14%)	Conservateurs (16%)	Conservateurs (12%)
5 ^e rang	Socialistes de gauche et communistes (7%)	Socialistes de gauche et communistes (8%)	Partis de contestation (4%)
6 ^e rang	Partis de contestation (1%)	Partis de contestation (1%)	Partis écologistes (2%)
7 ^e rang	Partis ethniques (1%)	Partis ethniques (1%)	
8 ^e rang	Partis écologistes (1%)	Partis écologistes (1%)	
9 ^e rang	Partis d'extrême droite (1%)	Partis d'extrême droite (1%)	

Remarque: la moyenne arithmétique des valeurs de l'ensemble des années prises en compte a été calculée. Pour l'interprétation des statistiques concernant les nouveaux partis, tout particulièrement les partis écologistes, il faut tenir compte du fait que ceux-ci n'existaient pas encore dans les années 60 et 70 ou qu'ils avaient, à l'époque, une part minime de suffrages. La valeur moyenne peut en conséquence être très différente de la valeur à la fin de la période prise en compte (voir aussi le tableau 8*).

⁴ En ce qui concerne le calcul des pourcentages de votes obtenus par les partis dans ces 23 pays de l'OCDE, voir ci-dessus, note 2.

Le système de partis de la Suisse présente plusieurs caractéristiques en ce qui concerne la répartition des suffrages: la première est la force particulière du camp libéral. Le libéralisme organisé en parti est plus fort en Suisse que nulle part ailleurs en Europe. Deuxièmement, les sociaux-démocrates sont plus faibles, et cette faiblesse est d'autant plus marquée qu'il n'existe pas d'autre grand parti à leur gauche. Alors qu'en Europe de l'Ouest, les partis de gauche recueillent en moyenne 38% des suffrages, leur score électoral n'est que d'environ 23% en Suisse. Troisièmement, les chrétiens-démocrates y sont un peu plus forts que dans le reste de l'Europe de l'Ouest, alors que la comparaison régionale avec les pays voisins assez proches sur le plan culturel et confessionnel révèle qu'en Allemagne, en Autriche et en Italie, les partis chrétiens-démocrates jouissent d'un soutien nettement plus accentué de la part de l'électorat. La force du parti conservateur (UDC) est très proche de la moyenne européenne. Le pourcentage de votes recueilli par les Verts suisses reste remarquable; ils se rapprochent à cet égard des Verts autrichiens, français et allemands, forts eux aussi.

Ces observations s'appuient sur des valeurs moyennes calculés à partir d'un grand nombre de pays et sur de longues périodes. L'existence de différences considérables est probable non seulement entre pays mais aussi entre périodes. Il y a vingt ans, on débattait encore de la question de savoir si le siècle social-démocrate avait définitivement pris fin (Dahrendorf 1983: 16 ss.), alors qu'il n'en existait pas plus de preuve empirique qu'aujourd'hui (Armingeon 1989; Merkel 1993). Le recul indiscutable de l'identification au parti, autrement dit du sentiment d'appartenance à un parti politique sans qu'il se traduise forcément par une adhésion, a soulevé la question de savoir si l'augmentation de l'électorat flottant (volatilité) qui va de pair doit obligatoirement engendrer une forte variation historique des pourcentages de votes dont bénéficient les partis (Dalton, Flanagan et al. 1985). L'évolution de la structure de l'emploi dans les sociétés modernes et le recul du travail manuel qui l'accompagne représentait une menace pour les partis de gauche, et la sécularisation a érodé les chances de succès à long terme des partis chrétiens-démocrates, qui recrutaient une très grande partie de leur électorat parmi les citoyens et citoyennes attachés à l'Eglise.

En examinant de plus près les tableaux de l'annexe, on constate tout d'abord que les prévisions concernant le déclin des partis traditionnels ne se sont pas vérifiées. En effet, si l'on compare les pourcentages de votes dont ont bénéficié les partis en 1960–1969 et en 1990–1999, les différences sont minimes.

En comparaison internationale, ce sont les partis chrétiens-démocrates qui ont essuyé les plus grandes pertes et les Verts qui ont enregistré la plus forte

8* Différence entre les pourcentages de votes remportés par les partis de 1960 à 1969 et de 1990 à 1999

Partis	OCDE	Europe	Suisse
Partis conservateurs	+ 0,1	+ 2,4	+ 2,8
Partis ethniques	+ 1,1	+ 1,0	0
Partis écologistes	+ 3,3	+ 3,5	+ 5,4
Partis socialistes de gauche et communistes	- 0,7	- 1,5	0
Partis libéraux	- 1,4	- 0,8	- 6,4
Partis de contestation	+ 2,2	+ 1,8	+ 6,8
Partis chrétiens-démocrates	- 5,9	- 8,6	- 5,4
Partis sociaux-démocrates	- 2,7	- 1,6	- 5,3
Partis d'extrême droite	+ 0,8	+ 1,0	0

Différences en points, pourcentage 1990 – 1999 moins pourcentage 1960 – 1969

croissance. Les démocrates-chrétiens mis à part, les différences entre les pourcentages de votes récoltés par les diverses familles de partis en Europe durant une période de quarante ans sont inférieures à 5 points. Si l'on regroupe les communistes, les socialistes de gauche, les sociaux-démocrates et les Verts, le rapport entre gauche et non-gauche en Europe de l'Ouest varie de moins de 1 point. Cela infirme l'opinion fréquente selon laquelle le système occidental des partis aurait subi une évolution spectaculaire. A l'évidence, les partis, et surtout les blocs de partis, sont parvenus à s'adapter à l'évolution de la société et à compenser la défection de certains groupes de leur électorat en recrutant ou en consolidant d'autres segments d'électeurs. La direction dans laquelle ont évolué les grands partis – sociaux-démocrates, conservateurs, chrétiens-démocrates et libéraux – en Suisse correspond largement aux moyennes de l'Europe de l'Ouest, les différences résidant dans l'ampleur des pertes. En revanche, la progression des suffrages de l'UDC correspond à la progression moyenne des partis conservateurs d'Europe. La progression marquée de quatre familles de partis, dans la plupart des cas au cours des années 90, est indiscutable; il s'agit des partis écologistes, ethniques, d'extrême droite et de contestation. En Suisse, cette tendance générale se reflète dans les voix gagnées par les Verts, les Démocrates Suisses (ex-Action Nationale) et le Parti de la Liberté. Les succès électoraux de la Ligue des Tessinois s'inscrivent également dans ce contexte.

Cette répartition essentiellement stable des forces, lors des élections, correspond également à une stabilité de la composition politique du gouvernement (voir CPDS 2001). Contrairement à une opinion largement répandue, les élections n'engendrent généralement pas de modification substantielle de la composition politique du gouvernement dans les démocraties occidentales. 268 élec-

tions au total se sont déroulées dans les 23 pays étudiés entre 1960 et 1999, dont 81 seulement sont en relation avec une modification de la composition du gouvernement⁵. Le fait que les élections n'aient aucune influence sur la composition des exécutifs n'est donc pas une caractéristique spécifique de la Suisse, mais est la règle dans les pays occidentaux. Il est en revanche vrai que la Suisse est le pays où la stabilité des partis composant le gouvernement est la plus grande dans les 40 dernières années.

Pour l'analyse ci-dessous, qui porte sur la coloration politique des gouvernements des pays de l'OCDE entre 1960 et 1999, les partis ont été classés en trois grands groupes: partis de gauche, partis démocrates-chrétiens/centristes et partis libéraux/conservateurs (classification exacte, voir Schmidt 1996; CPDS-Codebook).

9* Composition politique des gouvernements

	OCDE	Europe	Suisse
Partis de gauche			
1960 – 69	25	32	29
1970 – 79	32	37	29
1980 – 89	34	36	29
1990 – 99	34	41	29
Partis chrétiens-démocrates / centristes			
1960 – 69	32	32	29
1970 – 79	27	27	29
1980 – 89	24	28	29
1990 – 99	26	26	29
Partis libéraux / conservateurs			
1960 – 69	42	33	43
1970 – 79	37	30	43
1980 – 89	40	34	43
1990 – 99	35	36	43

Pourcentage moyen des portefeuilles ministériels

Les différences entre les totaux et 100% sont dues à des arrondis.

Source: Armingeon, Beyeler et al. 2001

⁵ Suivant une typologie courante, on a distingué cinq types de composition politique des gouvernements: hégémonie bourgeoise ou de gauche, dominance bourgeoise ou de gauche, égalité entre le camp de la gauche et le camp bourgeois. On a interprété comme modification substantielle tout changement du type de composition du gouvernement au cours d'une année électorale. Définition opérationnelle exacte, voir le CPDS et sa bibliographie.

En Europe, entre 1960 et 1999, les partis de gauche détenaient, à quelques faibles variations historiques près, 37% de tous les portefeuilles ministériels contre 28% pour les chrétiens-démocrates, le tiers restant revenant aux partis libéraux et conservateurs. Comparée aux déclarations des médias sur le poids exceptionnel de la social-démocratie dans les années 70, sur son déclin supposé dans les années 80 et sur l'essor prodigieux des partis libéraux et conservateurs dans les années 80 et au début des années 90, la stabilité de la représentation proportionnelle des trois groupes de partis dans les gouvernements nationaux est considérable. Dans ce contexte, la Suisse bat tous les records. En comparant ces données, on constate qu'elle présente le même schéma de répartition des forces sur le plan des résultats électoraux que sur celui de la participation gouvernementale: en comparaison internationale, le PSS y est faible, le PDC y correspond à peu près à la moyenne européenne, tandis que le PRD et l'UDC y sont plus fortement représentés que dans la moyenne des pays européens.

8 Les années nonante en comparaison internationale

Aucun observateur de la politique suisse ne contestera qu'en regard des trois décennies précédentes, les années 90 ont été caractérisées par d'importants changements dans le système de partis. Le premier est l'avènement des Verts en tant que tout nouveau parti se réclamant de la défense des intérêts de l'environnement contre ceux de l'économie. Ensuite, les années 90 ont été marquées par les succès remportés par l'Union Démocratique du Centre lors des élections de 1995 et de 1999, spectaculaires par rapport aux autres élections de l'après-guerre. Quel jugement convient-il de porter sur ces changements en comparaison internationale?

Le premier critère de comparaison est la volatilité, en d'autres termes l'importance de l'électorat fluctuant, dont l'indicateur est la volatilité nette. Il s'agit de la somme, divisée par deux, des pourcentages de votes obtenus par chaque parti par rapport à l'élection précédente. La volatilité brute est la proportion de tous les électeurs qui ont voté pour un autre parti, lors de l'élection précédente. Bien que supérieure à la volatilité nette, cette valeur ne peut être calculée de manière fiable que pour un petit nombre d'élections dans un petit nombre de pays en raison de la disponibilité et de la qualité des résultats de ces enquêtes.

Les chiffres du tableau 10* démontrent la stabilité du comportement électoral durant l'après-guerre dans l'OCDE et en Europe de l'Ouest. On constate toutefois une légère tendance à la hausse du vote flottant durant les trois dernières décennies. La Suisse s'écarte notablement de la moyenne de l'Europe de l'Ouest: jusqu'à la fin des années 80, la volatilité nette y était inférieure d'environ 50% à la volatilité nette moyenne de l'Europe de l'Ouest. Bien qu'en progression dans les années 90, elle reste en dessous de la valeur des autres pays

10* Volatilité nette dans les élections nationales de 1960 à 1999

	OCDE	Europe	Suisse
1960 – 69	8.2	10.1	5.2
1970 – 79	10.3	11.8	4.8
1980 – 89	9.7	10.9	4.8
1990 – 99	11.4	10.9	6.3

Source: Calculée sur la base du Comparative Political Data Set (CPDS). La volatilité nette est la somme divisée par 2 de la variation absolue des pourcentages de votes obtenus par chaque parti par rapport à l'élection précédente. Dans le présent calcul, on a calculé les moyennes de toutes les élections dans le groupe des pays de l'OCDE ou d'Europe de l'Ouest et non, comme dans les autres tableaux de cette étude, la valeur moyenne des moyennes des pays.

européens. Même la volatilité nette lors des élections fédérales de 1999, qualifiées d'«élections de la débâcle», reste, avec 7,7, nettement inférieure à celle que constitue la moyenne arithmétique des pays d'Europe de l'Ouest. Ce qui est considéré à juste titre comme un changement spectaculaire, en comparaison historique et limitée à la Suisse, est, en comparaison européenne, remarquable plutôt sur le plan de la stabilité que sur celui du changement. A cela vient s'ajouter que le gain de voix de l'UDC correspond à la progression moyenne des partis conservateurs d'Europe de l'Ouest.

Toutes choses étant, les succès de l'Union Démocratique du Centre lors des élections de 1995 et de 1999 restent exceptionnels pour la Suisse. La pénétration dans l'électorat catholique, notamment, indique un effritement des liens jusqu'alors étroits avec la clientèle de la classe moyenne protestante. Dans un nouveau survol de l'état de la recherche électorale comparative, Peter Mair argumente que la stabilité qu'ont connue les systèmes de partis dans l'après-guerre faiblit dans les années 90 (Mair 2002). Il est un fait que les élections suisses de 1999 confirment la théorie selon laquelle les systèmes de partis subiront une modification fondamentale dans l'avenir. Cette théorie reste cependant une spéculation, et il faudra attendre plusieurs années pour voir si elle se vérifie ou non.

L'essor du Parti écologiste suisse peut être interprété comme un signe supplémentaire de l'évolution du système politique. Des partis écologistes sont apparus au cours des années 80 et 90 dans toutes les démocraties européennes, où ils ont pris part aux élections avec plus ou moins de succès. Dans dix pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, France, Islande, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Suisse) et en Nouvelle-Zélande, ils ont obtenu des scores moyens supérieurs à 4%. La plupart du temps, les partis sociaux-démocrates ont perdu un nombre comparable de voix et le total des voix obtenues par les partis verts et de gauche n'a que peu varié. On peut donc interpréter l'essor des Verts non seulement comme l'entrée en scène d'un nouvel acteur, mais aussi comme un affaiblissement du pouvoir d'intégration des partis traditionnels. Cet affaiblissement se traduit par une incapacité d'intégrer de manière convaincante les nouveaux conflits et les nouveaux enjeux dans les programmes, et par la mobilisation par de nouveaux partis du potentiel électoral engendré par les nouveaux conflits.

9 Conclusion

Quels sont les principaux résultats de cette analyse de l'évolution du système de partis suisse en comparaison internationale durant la période 1960–1999?

Le premier concerne le nombre des partis en Suisse. Il est très élevé et très peu d'autres pays s'en approchent. En comparaison internationale, le nombre de clivages politisés est très élevé lui aussi, ce qui est probablement la principale explication de la largeur de l'échiquier politique suisse.

Le deuxième résultat concerne les idéologies et les programmatiques des partis. On constate que les partis ne sont pas devenus des machines à engranger des voix sans profil. Ils continuent à représenter relativement bien les opinions de leurs sympathisants; ils ne se sont pas éloignés de leur clientèle. Cela étant, il reste vrai qu'en Suisse, les différences programmatiques sont nettement moins marquées que dans d'autres démocraties occidentales.

Autre question posée en introduction de cette étude: pourquoi, contrairement à bon nombre d'autres pays d'Europe de l'Ouest, la Suisse n'a-t-elle pas de partis d'extrême gauche et d'extrême droite forts? Le troisième résultat de l'étude attribue essentiellement cette situation à la stratégie d'inclusion pratiquée par l'élite dominante envers le mouvement ouvrier organisé et aux institutions de la démocratie directe qui rendent plus difficile la mobilisation du potentiel d'extrême droite sous forme de parti.

La présente étude avait également pour objectif d'examiner la thèse selon laquelle les 26 systèmes de partis cantonaux remplaceraient un système national de partis prétendument absent. Elle démontre que, en effet, le système de partis de la Suisse est fortement régionalisé, mais que loin de constituer un cas unique, ce phénomène est typique de toute une série de pays d'Europe de l'Ouest.

L'analyse des rapports de force entre les partis a montré que, en comparaison internationale, la gauche est faible en Suisse et le camp libéral fort. Il convient notamment de souligner le changement peu important qu'a subi le rapport de forces entre partis, en Europe de l'Ouest et en Suisse, durant toute la période étudiée. Cela est d'autant plus étonnant en ce qui concerne la Suisse que les années 90 pourraient être considérées comme la décennie du bouleversement du système de partis. En comparaison internationale toutefois, ces changements perdent leur aspect spectaculaire puisque, en termes de volatilité nette, la Suisse n'égale même pas la moyenne européenne dans les années 90.

10 Perspectives

Même à la fin des années 90, la stabilité reste donc une caractéristique primordiale des systèmes de partis en Suisse et en Europe de l'Ouest. C'est ce que révèlent les indicateurs présentés ici en ce qui concerne les aspects centraux des systèmes de partis. Cette stabilité semble toutefois cacher des changements fondamentaux qui ne devraient se refléter que dans quelques années dans les indicateurs analysés ici. En voici quelques-uns.

- Des changements particulièrement marquants se produisent dans les années 1990–99 (Mair 2002), comme l'indique la progression des votes enregistrée par les partis écologistes, de contestation, d'extrême droite et ethniques durant cette décennie. Rien ne permet de supposer que la croissance de ces partis, pour la plupart récents, ait pris fin avec les années 90. Apparemment, la capacité d'intégration des partis traditionnels s'est amenuisée et un électorat potentiel croissant pourrait être mobilisé par les nouveaux partis.
- Les conditions d'organisation et de travail des partis ont considérablement évolué et avec elles les priorités de la politique des stratèges des partis: elles ne consistent plus à intégrer des membres et à les mobiliser en vue d'élections et de votations. Il s'agit maintenant de se procurer les ressources (abstraction faite des cotisations et des dons) permettant de mener une lutte électorale professionnelle et de la gagner. Les membres ainsi que la programmation et l'idéologie qui les rassemblent perdent en importance; les partis doivent en conséquence multiplier les efforts d'analyse pour voir si les contenus politiques peuvent être communiqués avec succès par le biais de campagnes de grande envergure et largement médiatisées à un électorat plus diffus sur le plan social et culturel.
- Dans ce contexte, on constate quatre grandes tendances:
 - (1) Tout d'abord, à quelques exceptions près, le nombre de membres des partis recule en comparaison à long terme (Mair et Biezen 2001). Les dirigeants des partis ne pourront plus jamais compter comme ils le faisaient auparavant sur l'appui des membres.
 - (2) Ensuite, le nombre des citoyens attachés aux partis diminue (Schmitt et Holmberg 1995). Les partis perdent de larges tranches du noyau dur de leur électorat.
 - (3) Troisièmement, le vote flottant progresse. Ce phénomène ressort moins nettement des volatilités nettes calculables systématiquement pour tous les pays que du degré de vote flottant individuel, autrement dit de la «volatilité brute» (Mair 2002; Lane et Ersson 1999: 127 ss.; von Beyme 2000: 59).

(4) Quatrièmement, dans les 15 pays d'Europe de l'Ouest étudiés par Mair, la participation s'inscrit en recul entre les années 80 et les années 90 (Mair 2002), un phénomène qui se retrouve en Suisse (voir sources cités plus haut et Nabholz 1998).

Ces quatre tendances pourraient contribuer à une déstabilisation future du système de partis.

Globalement parlant, la constatation surprenante qui ressort de cette étude est, outre la stabilité du système de partis suisse, sa ressemblance structurelle et l'analogie de ses tendances d'évolution avec les systèmes de partis des autres pays d'Europe de l'Ouest.

Cela ne l'empêche pas de se distinguer de la moyenne par certains points, comme par exemple: le grand nombre de partis et les clivages qui en découlent; l'absence d'extrémisme de droite et de gauche organisé en partis; le faible degré de nationalisation du système de partis; le retard pris dans l'évolution vers un «parti électoraliste professionnalisé» (von Beyme) en raison de l'absence de financement étatique direct des partis; ainsi que la faiblesse de la gauche. Toutes ces caractéristiques ne font toutefois pas du système de partis de la Suisse un système sui generis. Même la démocratie directe marquée et sa signification dans la genèse des partis ainsi que la force politique modérée des partis n'exercent visiblement pas sur le système de partis de la Suisse une influence assez forte pour empêcher une comparaison pertinente avec les systèmes de partis d'Europe de l'Ouest.

Bibliographie

Armingeon, K. (1989). «Sozialdemokratie am Ende? Die Entwicklung der Macht sozialdemokratischer Parteien im internationalen Vergleich 1945–1988», dans *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 18 (4): 321 ss.

Armingeon, K. (1995). «Der Schweizer Rechtsextremismus im internationalen Vergleich», dans *Revue suisse de science politique* 1 (4): 41 ss.

Armingeon, K. (1998). «Es gibt sie doch, die Schweizer Wahlen! Die Unterschiedlichkeit des Wahlverhaltens zwischen Kantonen im internationalen Vergleich», dans *Schweizer Wahlen 1995*. H. Kriesi / W. Linder / U. Klöti (éd.). Berne, Stuttgart, Vienne, Haupt: 273 ss.

Armingeon, K. (1999). «Die Stabilität der eidgenössischen Regierungskoalition in vergleichender Perspektive», dans *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 28 (4): 463 ss.

Armingeon, K. / M. Beyeler et al. (2001). *Comparative Political Data Set, 1960–1999*. Berne,
http://www.ipw.unibe.ch/mitarbeiter/armingeon/default.asp?inhalt=CPD_Set.htm.

Betz, H.-G. (1996). «Radikaler Rechtspopulismus in Westeuropa», dans *Rechtsextremismus. Ergebnisse und Perspektiven der Forschung (PVS Sonderheft 27/1996)*. J. W. Falter / H.-G. Jaschke / J. R. Winkler (éd.). Opladen, Westdeutscher Verlag: 363 ss.

Beyme, K. v. (2000). *Parteien im Wandel. Von den Volksparteien zu den professionalisierten Wählerparteien*. Opladen, Westdeutscher Verlag.

Caramani, D. (1996). «The Nationalisation of Electoral Politics: A Conceptual Reconstruction and Review of the Literature», dans *West European Politics* 19 (2): 205 ss.

Caramani, D. (2000). *The Societies of Europe. Elections in Western Europe since 1815*. Basingstoke, Oxford, Macmillan.

Dahrendorf, R. (1983). *Die Chancen der Krise. Über die Zukunft des Liberalismus*. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt.

Dalton, R. J. / S. C. Flanagan et al. (éd). (1985). *Electoral Change in Advanced Industrial Societies: Realignment or Dealignment*. Princeton, Princeton University Press.

Drysch, T. (1998). *Parteienfinanzierung. Österreich, Schweiz, Bundesrepublik Deutschland*. Opladen, Leske + Budrich.

- Duverger, M. (1951). *Les partis politiques*. Paris, Armand Colin.
- Gabriel, O. W. (1996). «Rechtsextreme Einstellungen in Europa: Struktur, Entwicklung und Verhaltensimplikationen» dans *Rechtsextremismus. Ergebnisse und Perspektiven der Forschung (PVS-Sonderheft 27/1996)*. J. W. Falter / H.-G. Jaschke / J. R. Winkler (éd.). Opladen, Westdeutscher Verlag: 344 ss.
- Geser, H. / A. Ladner, et al. (1994). *Die Schweizer Lokalparteien*. Zurich, Seismo.
- Gruner, E. (1977). *Die Parteien in der Schweiz*. Berne, Francke.
- Haensch, G. / P. Fischer (1994). *Kleines Frankreich-Lexikon*, 3. éd. Munich, Beck.
- Hirter, H. (2000). *Wahlen 1999*, Berne: Institut de sciences politiques.
- Huber, J. / R. Inglehart (1995). «Expert Interpretations of Party Space and Party Locations in 42 Societies», dans *Party Politics* 1(1): 73 ss.
- Junker, B. (1968). *Die Bauern auf dem Wege zur Politik. Die Entstehung der Bernischen Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei*. Berne, Francke.
- Katz, R. S. / P. Mair (1995). «The Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party», dans *Party Politics* 1: 5 ss.
- Kerr, H. H. (1987). «The Swiss Party System: Steadfast and Changing» dans *Party Systems in Denmark, Austria, Switzerland, The Netherlands and Belgium*. H. Daalder (éd.). Londres, Frances Pinter: 107 ss.
- Kirchheimer, O. (1965). «Der Wandel des westeuropäischen Parteisystems», dans *Politische Vierteljahresschrift* 6: 20 ss.
- Kriesi, H. (1995). *Le Système Politique Suisse*. Paris, Economica.
- Kriesi, H. (1998). «Einleitung», dans *Schweizer Wahlen 1995*. H. Kriesi / W. Linder / U. Klöti (éd.). Berne, Stuttgart, Vienne, Haupt: 1 ss.
- Kriesi, H. (1999). «Movements of the Left, Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context», dans *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*. H. Kitschelt / P. Lange / G. Marks / J. D. Stephens (éd.). Cambridge, New York, Cambridge University Press: 398 ss.
- Kriesi, H. / D. Wisler (1996). «Social movements and direct democracy in Switzerland», dans *European Journal of Political Research* 30/1996 (1): 19 ss.

- Laakso, M. / R. Taagepera (1979). «Effective number of Parties: A measure with Application to West Europe», dans *Comparative Political Studies* 12, N° 1: 3 ss.
- Ladner, A. (1991). *Politische Gemeinden, kommunale Parteien und lokale Politik*. Zurich, Seismo.
- Ladner, A. (1999). «Das Schweizer Parteiensystem und seine Parteien», dans *Handbuch der Schweizer Politik*. U. Klöti / P. Knoepfel / H. Kriesi / W. Linder / Y. Papadopoulos (éd.). Zurich, NZZ Verlag: 214 ss.
- Lane, J.-E. / S. O. Ersson (1999). *Politics and Society in Western Europe* (4. éd.). Londres, Thousand Oaks, New Delhi, Sage.
- Lane, J.-E. / D. McKay, et al. (1997). *Political Data Handbook. OECD Countries* (2. éd.). Oxford, Oxford University Press.
- Lijphart, A. (1999). *Patterns of Democracy: Government Form and Performance in Thirty-Six Countries*. New Haven, Yale University Press.
- Linder, W. (1999). *Schweizerische Demokratie – Institutionen, Prozesse, Perspektiven*. Berne, Haupt.
- Lipset, S. M. / S. Rokkan (1967). «Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction» dans *Party Systems and Voter Alignments: Cross National Perspectives*. S. M. Lipset und S. Rokkan. New York, The Free Press: 1-64.
- Mackie, T. T. / R. Rose (éd.) (1991). *The International Almanac of Electoral History*. Londres, Basingstoke, Macmillan.
- Mair, P. (2002). «Mass Electoral Behaviour in Western Europe, 1950–2000» dans *Comparative Democracy*. H. Keman. Londres, Sage.
- Mair, P. / I. v. Biezen (éd.) (2001). «Party Membership in Twenty European Democracies, 1980–2000», dans *Party Politics* 7 (1): 5 ss.
- Merkel, W. (1993). *Ende der Sozialdemokratie? Machtressourcen und Regierungspolitik im westeuropäischen Vergleich*. Francfort, New York, Campus.
- Nabholz, R. (1998). «Das Wählerverhalten in der Schweiz: Stabilität oder Wandel? Eine Trendanalyse von 1971–1995», dans *Schweizer Wahlen 1995*. H. Kriesi / W. Linder / U. Klöti (éd.). Berne, Stuttgart, Vienne, Haupt: 17 ss.
- Nohlen, D. (2000). *Wahlrecht und Parteiensystem*. 3. éd. Opladen, Leske + Budrich.

- Office fédéral de la statistique (1999). *Les élections au Conseil national de 1999. L'évolution du paysage politique depuis 1971*. Neuchâtel.
- Office fédéral de la statistique (2002). *Les élections au Conseil national de 1999. Aperçu et analyse*. Neuchâtel.
- Rae, D. (1968). «A note on the fractionalization of some European party systems», dans *Comparative Political Studies* 1: 413-418.
- Russ S. / J. Schild et al. (2000). *Parteien in Frankreich*. Opladen, Leske + Budrich.
- Schmidt, M. G. (1996). «When Parties Matter: A Review of the Possibilities and Limits of Partisan Influence on Public Policy», dans *European Journal of Political Research* 30 (2): 155 ss.
- Schmitt, H. / S. Holmberg (1995). «Political Parties in Decline?», dans *Citizens and the state. Beliefs in Government. Vol. 1*. H.-D. Klingemann / D. Fuchs (éd.). Oxford, Oxford University Press: 95 ss.
- Sciarini, P. / S. Hug (1999). «The Odd Fellow: Parties and Consociationalism in Switzerland», dans *Party Elites in Divided Societies. Political Parties in Consociational Democracy*. R. K. Luther und K. Deschouwer (éd.). Londres, New York, Routledge / ECPR Studies in European Political Science: 134 ss.
- Sommer, M. (2002): «Im Süden nichts Neues: Zur aktuellen Entwicklung des italienischen Parteiensystems». *Politische Vierteljahresschrift* 43 (1): 112–141.
- Thomas, J. C. (1976): *The Decline of Ideology in Western Parties*. Beverly Hills, Londres, Sage.
- Thomas, J. C. (1980): «Policy Convergence Among Political Parties and Societies in Developed Nations», dans *Western Political Quarterly* 23 (2): 233 ss.
- Union interparlementaire: *Chronique des élections parlementaires*. Genève, Union interparlementaire, publication annuelle.
- Vatter, A. (2001). *Kantonale Demokratien im Vergleich. Entstehungsgründe, Interaktionen und Wirkungen politischer Institutionen in den Schweizer Kantonen*. Berne, Stuttgart, Haupt.
- Ware, A. (1996). *Political Parties and Party Systems*. Oxford, Oxford University Press.
- Widfeldt, A. (1995). «Party Membership and Party Representativeness», dans *Citizens and the state. Beliefs in Government. Vol. 1*. H.-D. Klingemann / D. Fuchs (éd.). Oxford, Oxford University Press: 134 ss.

Annexe 1:

Proportions d'électeurs par famille de partis et décennie

Source: Armingeon, Klaus; Beyeler, Michelle, et al. (2001): *Comparative Political Data Set*, 1960–1999. Berne:
http://www.ipw.unibe.ch/mitarbeiter/armingeon/default.asp?inhalt=CPD_Set.htm

T1.1 Proportions d'électeurs des partis conservateurs¹

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	0	0	0	0
Australie	46,2	46,5	45,5	46,6
Autriche	0	0	0	0
Belgique	0	0	0	0
Canada	37,0	34,6	41,6	24,9
Danemark	21,2	11,3	18,6	14,2
Espagne		42,6	36,7	36,6
Etats-Unis (USA)	46,1	43,4	45,5	48,1
Finlande	14,4	18,4	22,3	19,3
France	45,7	44,0	43,1	40,6
Grèce		36,0	40,2	43,7
Irlande	0	0	0	0
Islande	39,7	38,8	34,2	37,1
Italie	0	0	0	12,4
Japon	53,7	45,3	47,9	55,5
Luxembourg	0	0	0	0
Norvège	19,4	19,9	29,5	17,8
Nouvelle-Zélande	46,0	43,7	39,6	38,2
Pays-Bas	0	0	0	0
Portugal		0	0	0
Royaume-Uni (GBR)	45,2	40,9	42,8	38,6
Suède	14,7	14,5	21,2	21,7
Suisse	11,3	10,6	11,2	14,1
Moyenne OCDE	22,0	21,3	22,6	22,1
Moyenne Europe	14,1	15,4	16,7	16,5

¹ Y compris les ex-partis paysans de Suisse et d'Australie

T1.2 Proportions d'électeurs des partis ethniques

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	0	0	0	0
Australie	0	0	0	0
Autriche	0	0	0	0
Belgique	7,1	19,5	13,1	13,3
Canada	0	0	0	8,6
Danemark	0	0	0	0
Espagne		0,9	4,1	4,8
Etats-Unis (USA)	0	0	0	0
Finlande	6,3	5,2	5,0	5,6
France	0	0	0	0
Grèce		0	0	0
Irlande	1,8	0	2,9	4,9
Islande	0	0	0	0
Italie	0	0	0,2	7,6
Japon	0	0	0	0
Luxembourg	0	0	0	0
Norvège	0	0	0	0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0
Pays-Bas	0	0	0	0
Portugal		0	0	0
Royaume-Uni (GBR)	0	0	0	0
Suède	0	0	0	0
Suisse	0	0	0	0
Moyenne OCDE	0,8	1,1	1,1	1,9
Moyenne Europe	1,0	1,4	1,4	2,0

T1.3 Proportions d'électeurs des partis écologistes

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	0	0	5,2	5,8
Australie	0	0	0	0
Autriche	0	0	1,9	5,3
Belgique	0	0,2	5,4	9,5
Canada	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	2,5
Espagne		0	0	0
Etats-Unis (USA)	0	0	0	0
Finlande	0	0	1,8	6,5
France	0	0,4	1,1	4,3
Grèce		0	0	0
Irlande	0	0	0	0
Islande	0	0	5,3	6,3
Italie	0	0	0	0
Japon	0	0	0	0
Luxembourg	0	0	2,8	8,8
Norvège	0	0	0	0
Nouvelle-Zélande	0	2,6	0,4	12,2
Pays-Bas	0	0	0,4	4,5
Portugal		0	0	0
Royaume-Uni (GBR)	0	0	0	0
Suède	0	0	2,1	4,4
Suisse	0	0,1	2,4	5,4
Moyenne OCDE	0	0,1	1,3	3,3
Moyenne Europe	0	0	1,6	3,5

T1.4 Proportions d'électeurs des partis de gauche¹

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	0	0	0	3,7
Australie	0	0	0	0
Autriche	2,0	1,2	0,8	0,4
Belgique	3,5	3,2	1,7	0,2
Canada	0	0	0	0
Danemark	8,4	11,0	14,7	7,7
Espagne		9,8	5,9	9,8
Etats-Unis (USA)	0	0	0	0
Finlande	25,1	18,4	15,1	11,0
France	23,0	23,2	14,8	10,0
Grèce		7,1	10,4	9,6
Irlande	0	1,0	3,3	1,5
Islande	15,4	18,1	16,8	15,5
Italie	25,7	31,8	29,1	26,9
Japon	4,1	9,7	9,3	9,8
Luxembourg	9,7	10,1	4,6	2,9
Norvège	3,7	6,8	5,6	7,4
Nouvelle-Zélande	0	0	1,7	0
Pays-Bas	5,5	5,0	3,0	1,4
Portugal		16,7	16,0	9,1
Royaume-Uni (GBR)	0	0	0	0
Suède	4,5	5,0	5,6	6,8
Suisse	0	0	0	0
Moyenne OCDE	6,5	7,7	6,9	5,8
Moyenne Europe	8,4	9,4	8,2	6,9

¹ Socialistes de gauche et communistes

T1.5 Proportions d'électeurs des partis libéraux¹

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	10,3	7,7	8,7	8,4
Australie	0	2,8	5,9	7,1
Autriche	6,5	5,5	7,2	23,5
Belgique	12,5	13,7	20,6	21,9
Canada	47,6	48,0	36,0	37,6
Danemark	29,4	30,9	23,9	28,5
Espagne		0	0	0
Etats-Unis (USA)	53,2	55,2	53,4	48,7
Finlande	28,4	21,9	18,9	22,5
France	5,6	0	0	0
Grèce		12,1	1,4	0
Irlande	46,0	47,4	45,4	40,2
Islande	28,5	29,8	20,5	21,0
Italie	7,2	10,0	9,1	3,1
Japon	0	1,6	2,3	0
Luxembourg	16,6	21,0	20,7	18,8
Norvège	17,1	13,9	9,4	14,8
Nouvelle-Zélande	10,2	9,3	11,8	2,4
Pays-Bas	12,3	19,5	25,4	29,9
Portugal		32,2	46,8	42,9
Royaume-Uni (GBR)	8,0	13,5	21,1	18,5
Suède	30,5	34,6	24,8	15,4
Suisse	32,3	30,8	30,3	25,9
Moyenne OCDE	20,1	20,1	19,3	18,7
Moyenne Europe	19,4	19,1	18,6	18,6

¹ Y compris les ex-partis paysans de Finlande, d'Islande, de Norvège et de Suède

T1.6 Proportions d'électeurs des partis de contestation

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	0	0	0	0
Australie	0	0	0	0
Autriche	1,3	0	0	0
Belgique	0	0	0	1,3
Canada	0	0	0,4	13,8
Danemark	0	9,9	7,1	5,6
Espagne		0	0	0
Etats-Unis (USA)	2,7	3,3	2,6	0
Finlande	1,3	6,8	7,2	3,2
France	0	0	0	0
Grèce		0	0	0
Irlande	0	0	0	0
Islande	0	0	3,3	1,6
Italie	0	0	0	0
Japon	0	0	0	0
Luxembourg	2,4	0,6	2,6	8,4
Norvège	0	2,6	4,8	11,0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	7,0
Pays-Bas	2,5	1,8	0,2	1,5
Portugal		0	0	0
Royaume-Uni (GBR)	0	0	0	0
Suède	0	0	0	2,5
Suisse	0,2	5,1	3,4	7,0
Moyenne OCDE	0,5	1,3	1,4	2,7
Moyenne Europe	0,5	1,5	1,6	2,3

T1.7 Proportions d'électeurs des partis confessionnels¹

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	46,8	46,6	46,2	41,1
Australie	0	0	0	0
Autriche	46,3	43,1	42,1	29,6
Belgique	37,9	32,8	28,3	24,5
Canada	0	0	0	0
Danemark	0	3,2	2,4	2,1
Espagne		0	0	0
Etats-Unis (USA)	0	0	0	0
Finlande	0,5	2,8	3,4	3,1
France	9,6	9,8	0	0
Grèce		0	0	0
Irlande	32,5	33,4	34,7	26,5
Islande	0	0	0	0
Italie	39,6	38,7	34,9	17,7
Japon	2,2	9,8	9,5	4,8
Luxembourg	37,3	33,6	36,1	31,1
Norvège	8,6	10,0	8,7	9,8
Nouvelle-Zélande	0	0	3,8	0
Pays-Bas	47,8	36,4	33,4	26,7
Portugal		11,1	5,9	6,7
Royaume-Uni (GBR)	0	0	0	0
Suède	1,0	1,1	5,2	6,4
Suisse	23,0	21,1	20,6	17,6
Moyenne OCDE	16,7	14,5	13,7	10,8
Moyenne Europe	22,1	18,0	16,8	13,5

¹ Pour la plupart chrétiens-démocrates / catholiques

T1.8 Proportions d'électeurs des partis sociaux-démocrates

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	37,7	43,9	39,3	35,1
Australie	51,5	47,8	46,8	41,0
Autriche	43,6	50,1	46,8	39,2
Belgique	32,4	26,8	27,4	25,0
Canada	14,6	16,4	19,5	12,2
Danemark	39,7	33,2	32,1	36,0
Espagne		33,4	42,7	38,6
Etats-Unis (USA)	0	0	0	0
Finlande	23,3	24,8	25,1	24,9
France	14,5	19,1	34,2	26,3
Grèce		14,6	44,2	44,0
Irlande	13,4	14,1	9,1	14,7
Islande	15,0	12,3	17,6	13,2
Italie	18,5	14,0	15,5	7,2
Japon	35,5	28,1	25,3	21,1
Luxembourg	33,8	33,8	30,1	25,4
Norvège	45,4	40,8	38,9	35,6
Nouvelle-Zélande	43,0	43,3	43,0	35,7
Pays-Bas	27,4	31,4	31,7	28,2
Portugal		33,9	27,2	35,9
Royaume-Uni (GBR)	45,5	40,6	31,4	36,3
Suède	48,1	43,8	44,4	40,8
Suisse	25,6	23,9	22,0	20,3
Moyenne OCDE	30,4	29,1	30,2	27,7
Moyenne Europe	30,9	29,7	31,1	29,3

T1.9 Proportions d'électeurs des partis d'extrême droite¹

	1960 – 1969	1970 – 1979	1980 – 1989	1990 – 1999
Allemagne	1,2	1,2	0,3	1,0
France	0	0	4,1	12,5
Grèce		2,0	0,7	0
Italie	4,9	5,1	6,1	11,2
Moyenne OCDE	0,3	0,4	0,5	1,1
Moyenne Europe	0,4	0,5	0,6	1,4

¹ Etant donné que les partis d'extrême droite (selon la définition de Lane, McKay et Newton) n'ont obtenu une fois au moins un minimum de 3% de toutes les voix aux élections nationales qu'en Allemagne, en France, en Grèce et en Italie, ce tableau ne mentionne que ces pays. Les moyennes se réfèrent toutefois à l'ensemble des 18 pays européens ou des 23 pays de l'OCDE analysés dans la présente étude. Dans le cas des années 60, la Grèce, l'Espagne et le Portugal ont été exclus des calculs; la moyenne se réfère par conséquent à 15 pays européens ou 20 pays de l'OCDE.

Annexe 2:

Composition politique des gouvernements par décennies

Source: Armingeon, Klaus; Beyeler, Michelle, et al. (2001): *Comparative Political Data Set*, 1960–1999. Berne:
http://www.ipw.unibe.ch/mitarbeiter/armingeon/default.asp?inhalt=CPD_Set.htm

T2.1 Composition politique des gouvernements par décennies 1960 – 1969

	Pourcentage moyen des portefeuilles détenus par les partis		
	Droite	Centre	Gauche
Allemagne	13,3	71,5	14,5
Australie	100,0	0	0
Autriche	0	68,5	31,5
Belgique	12,8	60,6	26,6
Canada	33,0	67,0	0
Danemark	31,6	0	63,2
Espagne			
Etats-Unis (USA)	20,0	80,0	0
Finlande	12,7	54,9	24,6
France	71,1	1,8	0
Grèce			
Irlande	100,0	0	0
Islande	65,8	0	39,2
Italie	0	80,4	19,6
Japon	100,0	0	0
Luxembourg	23,4	53,9	22,7
Norvège	25,8	17,3	57,0
Nouvelle-Zélande	90,6	0	9,5
Pays-Bas	47,7	45,6	5,6
Portugal			
Royaume-Uni (GBR)	47,9	0	52,1
Suède	0	0	96,6
Suisse	42,9	28,6	28,6
Moyenne OCDE	41,9	31,5	24,6
Moyenne Europe	33,0	32,2	32,1

T2.2 Composition politique des gouvernements par décennies 1970 – 1979

	Pourcentage moyen des portefeuilles détenus par les partis		
	Droite	Centre	Gauche
Allemagne	23,6	0	75,0
Australie	71,0	0	29,0
Autriche	0	3,0	85,0
Belgique	11,3	60,1	29,5
Canada	5,8	94,2	0
Danemark	33,1	0	65,6
Espagne	0	91,6	0
Etats-Unis (USA)	70,5	29,5	0
Finlande	10,2	37,9	43,1
France	68,8	15,8	0
Grèce	98,5	0	0
Irlande	56,9	29,6	13,5
Islande	29,1	46,7	25,0
Italie	2,1	82,2	14,8
Japon	100,0	0	0
Luxembourg	47,1	27,5	25,4
Norvège	10,5	11,4	78,1
Nouvelle-Zélande	69,9	0	30,1
Pays-Bas	31,8	42,3	25,9
Portugal	3,1	0	34,4
Royaume-Uni (GBR)	43,7	0	56,3
Suède	20,8	9,7	67,6
Suisse	42,9	28,6	28,6
Moyenne OCDE	37,0	26,5	31,6
Moyenne Europe	29,6	27,0	37,1

T2.3 Composition politique des gouvernements par décennies 1980 – 1989

	Pourcentage moyen des portefeuilles détenus par les partis		
	Droite	Centre	Gauche
Allemagne	20,7	58,4	21,0
Australie	31,9	0	68,1
Autriche	7,3	13,8	77,1
Belgique	32,2	51,3	16,5
Canada	54,6	45,4	0
Danemark	60,5	12,4	26,9
Espagne	0	28,5	70,8
Etats-Unis (USA)	89,5	10,5	0
Finlande	22,0	29,9	46,4
France	18,2	14,7	58,8
Grèce	20,2	0	75,6
Irlande	50,7	34,5	11,8
Islande	42,1	35,5	22,4
Italie	4,6	61,9	32,3
Japon	100,0	0	0
Luxembourg	25,3	50,7	24,0
Norvège	36,2	11,6	52,2
Nouvelle-Zélande	45,6	0	54,4
Pays-Bas	36,4	60,0	3,6
Portugal	70,9	0	10,7
Royaume-Uni (GBR)	100,0	0	0
Suède	14,0	12,3	72,3
Suisse	42,9	28,6	28,6
Moyenne OCDE	40,2	24,3	33,6
Moyenne Europe	33,6	28,0	36,2

T2.4 Composition politique des gouvernements par décennies 1990 – 1999

	Pourcentage moyen des portefeuilles détenus par les partis		
	Droite	Centre	Gauche
Allemagne	18,4	69,8	11,1
Australie	38,1	0	31,9
Autriche	0	45,1	48,3
Belgique	2,2	45,5	52,1
Canada	38,4	61,6	0
Danemark	42,0	6,6	51,4
Espagne	0	37,8	54,0
Etats-Unis (USA)	32,2	67,8	0
Finlande	44,4	21,2	31,8
France	35,8	13,7	41,9
Grèce	35,0	0	61,9
Irlande	67,0	13,5	19,5
Islande	46,0	27,1	27,0
Italie	9,2	29,3	34,8
Japon	84,3	4,0	10,0
Luxembourg	1,7	57,2	41,2
Norvège	8,4	22,1	69,5
Nouvelle-Zélande	90,3	0	9,0
Pays-Bas	19,8	37,3	42,9
Portugal	57,6	0	27,2
Royaume-Uni (GBR)	73,3	0	26,7
Suède	18,9	9,7	69,9
Suisse	42,9	28,6	28,6
Moyenne OCDE	35,0	26,0	34,4
Moyenne Europe	36,2	25,8	41,1

Annexe 3:

Répartition des mandats par pays

Source: résultats électoraux officiels communiqués par les offices statistiques

Groupes de parti

Agrarien	Partis paysans
Communiste	Partis communistes
Conservateur	Partis conservateurs
Contestation	Partis de contestation
Ecologiste	Partis écologistes
Ethnique	Partis ethniques / régionaux
Extrême droite	Partis d'extrême droite
Libéral	Partis libéraux
Religieux	Partis confessionnels
Soc. de gauche	Partis socialistes de gauche
Social-dém.	Partis sociaux-démocrates / socialistes

T3.1 Allemagne

Répartition des mandats: Bundestag

Parti ¹	1972	1976	1980	1983	1987	1990	1994	1998	Groupe de parti ²
SPD	242	224	228	202	193	239	252	298	Social-dém.
CDU	186	201	185	202	185	268	244	198	Religieux
CSU	48	53	52	53	49	51	50	47	Religieux
F.D.P.	42	40	54	35	48	79	47	43	Libéral
GRÜNE				27	42	8	49	47	Ecologiste
PDS						17	30	36	Communiste
Autres				1	2				Autres
Total	518	518	519	520	519	662	672	669	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP); banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Social Democrats)
CDU	Christlich Demokratische Union Deutschlands (Christian Democratic Union)
CSU	Christlich-Soziale Union in Bayern (Christian Social Union)
F.D.P.	Freie Demokratische Partei (Free Democrats)
GRÜNE	Bündnis '90 – Die GRÜNEN (Greens); jusqu'en 1993: DIE GRÜNEN; en 1993 fusion de DIE GRÜNEN et Bündnis '90.
PDS	Partei des Demokratischen Sozialismus (Party of Democratic Socialism)

Remarques:

1983:	Autres:	Liste alternative; issue du Land de Berlin, chargé de désigner les députés au Bundestag jusqu'en 1990 par l'intermédiaire de la Chambre des députés de Berlin.
1987:	Autres:	Liste alternative; issue du Land de Berlin, chargé de désigner les députés au Bundestag jusqu'en 1990 par l'intermédiaire de la Chambre des députés de Berlin.

T3.2 Autriche

Répartition des mandats: Nationalrat

Parti ¹	1971	1975	1979	1983	1986	1990	1994	1995	1999	Groupe de parti ²
ÖVP	80	80	77	81	77	60	52	52	52	Religieux
SPÖ	93	93	95	90	80	80	65	71	65	Social-dém.
FPÖ	10	10	11	12	18	33	42	41	52	Libéral
Grüne					8	10	13	9	14	Ecologiste
LIF							11	10		Libéral
Total	183	183	183	183	183	183	183	183	183	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP): banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

ÖVP Österreichische Volkspartei (People's Party)

SPÖ Sozialdemokratische Partei Österreichs (Socialist Party);
jusqu'en 1991: Sozialistische Partei Österreichs (Socialist Party).

FPÖ Freiheitliche Partei Österreichs (Freedom Party)

Grüne Die Grünen – Die Grüne Alternative (Green Alternative);
jusqu'en 1990: Die Grüne Alternative (Green Alternative).

LIF Liberales Forum (Liberal Forum);
issu d'une séparation du FPÖ en 1993.

T3.3 Belgique

Répartition des mandats: Chambre des Représentants – Kamer van volksvertegenwoordigers – Abgeordnetenversammlung

Parti ¹	1971	1974	1977	1978	1981	1985	1987	1991	1995	1999	Groupe de parti ²
CVP	67	72	56	57	43	49	43	39	29	22	Religieux
PSC			24	25	18	20	19	18	12	10	Religieux
PS			62	32	35	35	40	35	21	19	Social-dém.
SP	61	59		26	26	32	32	28	20	14	Social-dém.
VLD	34	30	17	22	28	22	25	26	21	23	Libéral
PRL			16	15	24	24	23	20	18	18	Libéral
Ecolo					2	5	3	10	6	11	Ecologiste
Agalev					2	4	6	7	5	9	Ecologiste
Vi.Blok				1	1	1	2	12	11	15	Ethnique
VU	21	22	20	14	20	16	16	10	5	8	Ethnique
DFD	24	14	11	11	8	3	3	3	--> PRL	--> PRL	Ethnique
RW		11	4	4							Ethnique
FN								1	2	1	Extrême droite
PCB	5	4	2	4	2						Communiste
Autres				1	3	1		3			Autres
Total	212	212	212	212	212	212	212	212	150	150	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP): banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

CVP	Christelijke volkspartij (Christian People's Party)
PSC	Parti social-chrétien (Christian Social Party)
PS	Parti socialiste belge (Socialist Party); en 1978, les socialistes flamands et les socialistes wallons se séparent.
SP	Belgische socialistische partij (Flemish Socialist Party); en 1978, les socialistes flamands et les socialistes wallons se séparent.
VLD	Vlaamse liberalen en democraten (Liberal Party – Flemish); jusqu'en 1992: Partij voor vrijheid en vooruitgang.
PRL	Parti réformateur libéral (Liberal Party – Walloon); jusqu'en 1976: Parti de la liberté et du progrès; 1976: Parti des réformes et de la liberté de Wallonie; 1995 et 1999: en commun avec le DFD.
Ecolo	Ecologistes (Greens – Walloon)

T3.3 Belgique (suite)

Agalev	Anders gaan leven (Greens – Flemish)
Vl.Blok	Vlaamse Blok (Flemish Block)
VU	Volksunie (People's Union)
FDf	Front démocratique des Bruxellois francophones (Francophone Democratic Front); 1991: Front démocratique des Bruxellois francophones – Parti pour la Wallonie; 1995 et 1999: en commun avec le PRL.
RW	Rassemblement wallon (Wallon Rally)
FN	Front national (National Front)
PCB	Parti communiste de Belgique – Kommunistische partij van België (Communist Party)

Remarques:

1971:	CVP/PSC:	Le CVP et le PSC sont regroupés par l'Office belge de statistique.
	PS/SP:	Y compris 1 mandat de la liste Rode Leeuwen
	VLD/PRL:	Y compris 3 mandats du Parti libéral de Bruxelles; Le VLD et le PRL sont regroupés par l'Office belge de statistique.
	FDf/RW:	Le FDf et le RW sont regroupés par l'Office belge de statistique.
1974:	CVP/PSC:	Le CVP et le PSC sont regroupés par l'Office belge de statistique.
	VLD/PRL:	Le VLD et le PRL sont regroupés par l'Office belge de statistique.
	FDf:	En commun avec le Parti libéral démocrate et pluraliste (en 1971: Parti libéral de Bruxelles).
1977:	FDf/RW:	Les mandats des listes en commun FDf/RW sont répertoriés sous le FDf.
	PS/SP:	Y compris 1 mandat d'une liste en commun avec le RW
1978:	Autres:	Union démocratique pour le respect du travail – Respect voor arbeid en demokratie: 1 mandat.
1981:	FDf/RW:	Le FDf et le RW rassemblés par l'Office belge de statistique
	Autres:	Union démocratique pour le respect du travail – Respect voor arbeid en demokratie: 3 mandats.
1985:	Autres:	Union démocratique pour le respect du travail – Respect voor arbeid en demokratie: 1 mandat.
1991:	Autres:	Radical omvormers en sociale strijders vor een eerlijke maatschappij (ROSSEM): 3 mandats.
1995:	FDf:	Listes en commun avec le PRL (mandats répertoriés sous le PRL)
1999:	FDf:	Listes en commun avec le PRL (mandats répertoriés sous le PRL)

T3.4 Danemark

Répartition des mandats: Folketinget

Parti ¹	1971	1973	1975	1977	1979	1981	1984	1987	1988	1990	1994	1998	Groupe de parti ²
S	70	46	53	65	68	59	56	54	55	69	62	63	Social-dém.
RV	27	20	13	6	10	9	10	11	10	7	8	7	Libéral
KFP	31	16	10	15	22	26	42	38	35	30	27	16	Conservateur
SFP	17	11	9	7	11	21	21	27	24	15	13	13	Soc. de gauche
V	30	22	42	21	22	20	22	19	22	29	42	42	Libéral
F		28	24	26	20	16	6	9	16	12	11	4	Contestation
CD		14	4	11	6	15	8	9	9	9	5	8	Libéral
K		7	9	6	5	4	5	4	4	4		4	Religieux
KP		6	7	7									Communiste
R		5		6	5								Libéral
VS			4	5	6	5	5						Soc. de gauche
EL											6	5	Ecologiste
DF												13	Contestation
Autres								4			1		Autres
Total	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations des partis en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP): banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

S	Socialdemokratiet (Social Democratic Party)
RV	Radikale Venstre (Social-Liberal Party)
KFP	Konservative Folkeparti (Conservative Party)
SFP	Socialistisk Folkeparti (Socialist People's Party)
V	Venstre (Liberal Democratic Party)
F	Fremskridtspartiet (Progress Party)
CD	Centrums-Demokraterne (Centre Democratic Party)
K	Kristeligt Folkeparti (Christian People's Party)
KP	Kommunistiske Parti (Communist Party)
R	Retsforbundet (Justice Party)
VS	Venstresocialisterne (Left-Wing Socialists)
EL	Enhedslisten – De Rød Grønne (Red-Green Unitary List)
DF	Dansk Folkeparti (Danish People's Party)

T3.5 Espagne

Répartition des mandats: Congreso de los Diputados

Parti ¹	1977	1979	1982	1986	1989	1993	1996	Groupe de parti ²
PSOE	118	121	202	184	175	159	141	Social-dém.
UCD	165	168	11					Libéral
PCE	20	23	4	-> IU				Communiste
PP	16	10	107	105	107	141	156	Conservateur
CIU	11	8	12	18	18	17	16	Ethnique
PNV	8	7	8	6	5	5	5	Ethnique
EE	1	1	1	2	2	-> PSOE		Social-dém.
PA		5			2			Ethnique
HB		3	2	5	4	2	2	Ethnique
CDS			2	19	14			Libéral
PSP	6	-> PSOE						Social-dém.
IU				7	17	18	21	Communiste
CC						4	4	Ethnique
Autres	5	4	1	4	6	4	5	Autres
Total	350	350	350	350	350	350	350	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP); Banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

PSOE	Partido Socialista Obrero Español (Socialist Workers' Party)
UCD	Unión de Centro Democrático (Union of the Democratic Centre); dissous après les élections de 1982.
PCE	Partido Comunista de España (Communist Party); après 1986: création de l'IU englobant le PCE.
PP	Partido Popular (People's Party); jusqu'en 1989: Alianza Popular (AP), puis fusion avec quelques petits partis renommés Partido Popular
CIU	Convergència i Unió (Convergence and Unity); jusqu'en 1979: Coalición Electoral Pacte Democratic Per Catalunya PDPC
PNV	Partido Nacionalista Vasco (Basque Nationalist Party)
EE	Euskadiko Ezkerra (Basque Social Party); l'EE s'est rattaché au PSOE après les élections de 1989.
PA	Partido Andalucista (Andalusian Party)
HB	Herri Batasuna (Basque United People)
CDS	Centro Democrático y Social (Democratic and Social Centre)

T3.5 Espagne (suite)

- PSP Partido Socialista Popular – Unidad Socialista (Socialist Popular Party – Socialist Unity); le PSP s'est rattaché au PSOE après les élections de 1977.
- IU Izquierda Unida (United Left);
en 1986: coalition des groupes communistes et écologistes englobant le PCE.
- CC Coalición Canaria (Canarian Coalition)

Remarques:

- 1977: Autres: Coalición Electoral Esquerra de Catalunya – Front Electoral Democratic (coalition entre Esquerra de Catalunya et Partido del Trabajo de España): 1 mandat;
Candidatura Aragonesa Independiente de Centro: 1 mandat;
Unió del Centro i la Democracia Cristiana de Catalunya: 2 mandats;
Agrupación Riojana Independientes: 1 mandat.
- 1979: PP: Avec un petit parti basque, devient la Coalición Democrática.
Autres: Esquerra Republicana de Catalunya – Front Nacional (coalition entre Esquerra Republicana de Catalunya, Front Nacional de Catalunya et Partido Social Demócrata de Catalunya): 1 mandat;
Partido Aragonés Regionalista: 1 mandat;
Unión del Pueblo Canario: 1 mandat;
Unión Nacional: 1 mandat.
- 1982: PP: Coalition avec Demócrata Popular
Autres: Esquerra Republicana de Catalunya
- 1986: PP: Coalition avec le Partido Demócrata Popular et d'autres petits partis
Autres: Coalición Galega: 1 mandat;
Coalición Agrupaciones Independientes de Centro: 1 mandat;
Partido Aragonés Regionalista: 1 mandat;
Unió Valenciana: 1 mandat.
- 1989: Autres: Agrupaciones Independientes de Canarias: 1 mandat;
Partido Aragonés Regionalista: 1 mandat;
Unió Valenciana: 2 mandats;
Eusko Alkartasuna (détaché du PNV après les élections de 1986): 2 mandats.
- 1993: Autres: Esquerra Republicana de Catalunya: 1 mandat;
Partido Aragonés Regionalista: 1 mandat;
Unió Valenciana: 1 mandat;
Eusko Alkartasuna: 1 mandat.
- 1996: Autres: Bloque Nacionalista Galego: 2 mandats;
Esquerra Republicana de Catalunya: 1 mandat;
Unió Valenciana: 1 mandat;
Eusko Alkartasuna: 1 mandat.

T3.6 Finlande

Répartition des mandats: Eduskunta / Riksdagen

Parti ¹	1972	1975	1979	1983	1987	1991	1995	1999	Groupe de parti ²
SDP	55	54	52	57	56	48	63	51	Social-dém.
VAS	37	40	35	26	20	19	22	20	Communiste
KOK	34	35	47	44	53	40	39	46	Conservateur
KESK	35	39	36	38	40	55	44	48	Agrarien
RKP	9	9	9	10	12	11	11	11	Ethnique
LKP	7	9	4			1			Libéral
PS	18	2	7	17	9	7	1	1	Religieux
SKL	4	9	9	3	5	8	7	10	Religieux
VIHR					4	10	9	11	Ecologiste
ÅS ³	1	1	1	1	1	1	1	1	Autres
Autres		2		4			3	1	Autres
Total	200	200	200	200	200	200	200	200	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement.

Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après des sources officielles.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

³ La législation électorale finlandaise garantit 1 siège au Parlement à la région d'Åland.

T3.6 Finlande (suite)

Partis et abréviations:

SDP	Suomen Sosialidemokraattinen Puolue (Social Democratic Party of Finland)
VAS	Vasemmistoliitto (Left Alliance); jusqu'en 1987: Suomen kansan demokraattinen liitto (Democratic League of the People of Finland).
KOK	Kansallinen Kokoomus (National Coalition Party)
KESK	Suomen Keskusta (Centre Party of Finland); jusqu'en 1987: Keskustapuolue (Center Party).
RKP	Ruotsalainen Kansanpuolue (Swedish People's Party in Finland)
LKP	Liberaalinen Kansanpuolue (Liberal Party)
PS	Perussuomalaiset (True Finns); jusqu'en 1995: Suomen Maaseudun Puolue (Finnish Rural Party).
SKL	Suomen Kristillinen Liitto (Christian League of Finland)
VIHR	Vihreä Liitto (Green League)
AS	Åländsk Samling (Coalition of Åland)

Remarques:

1975:	Autres	Suomen Kansan Yhtenäisyyden Puolue (Unification Party of the Finnish People): 1 mandat; Suomen Perustuslaillinen kansanpuolue (Constitutional People's Party): 1 mandat.
1983:	LKP/KESK:	Coalition entre Liberaalinen Kansanpuolue (Liberal Party) et Keskustapuolue (Center Party)
	Autres	Perustuslaillinen oikeistopuolue (Constitutional Party of Finland): 1 mandat; Les Verts: 2 mandats; Lapin läänin vaalipiirin yhteislista (The Joint List in the constituency of Lapland): 1 mandat.
1995:	Autres	Ekologinen Puolue (Ecological Party): 1 mandat; Nuorsuomalainen Puolue (Progressive Finnish Party): 2 mandats.
1999:	Autres	Remonttiryhmä (Reform Group)

T3.7 France

Répartition des mandats: Assemblée nationale

Parti ¹	1973	1978	1981	1986	1988	1993	1997	Groupe de parti ²
RPR	185	150	85	77	128	247	139	Conservateur
PS	90	104	269	207	262	54	246	Social-dém.
PCF	73	86	44	35	27	23	37	Communiste
MRG	11	10	14	2	9	6	13	Libéral
PR	54	71	-> UDF					Conservateur
Réf.	32							Religieux
Rad.	-> Réf.	7	-> UDF					Conservateur
CDS	-> Réf.	35	-> UDF					Religieux
CNIP	-> Réf.	9						Conservateur
CDP	23	-> CDS						Conservateur
UDF			61	53	130	213	109	Conservateur
Union RPR-UDF				147				Conservateur
FN				35	1		1	Extrême droite
Éco.							8	Ecologiste
Autres	22	19	18	21	20	34	24	Autres
Total	490	491	491	577	577	577	577	Total

Remarque à propos des sources

La statistique officielle française concernant les élections ne procède qu'à une répartition approximative des députés dans les groupes parlementaires. Pour les besoins de la présente publication, une répartition précise des mandats au sein des partis est nécessaire. Cela s'avère difficile en raison du système électoral français – système majoritaire dans les circonscriptions à mandat unique –, et il existe différentes sources à ce sujet. Ce tableau reprend la répartition des mandats telle qu'indiquée dans la Chronique des élections parlementaires, Union Parlementaire, Genève.

Les autres indications concernant les partis ont été tirées des sources suivantes:

Caramani D. (2000): Elections in Western Europe since 1815

Russ S. et al. (2000): Parteien in Frankreich

Haensch, G., Fischer, P. (1994): Kleines Frankreich-Lexikon

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS); Union Interparlementaire (UIP); Chronique des élections parlementaires; Caramani, D. (2000): Elections in Western Europe since 1815.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) und Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

T3.7 France (suite)

Partis et abréviations

RPR:	Rassemblement pour la République (Rally for the Republic); en 1973: Union des démocrates pour la république
PS:	Parti socialiste (Socialist Party)
PCF:	Parti communiste français (Communist Party)
MRG:	Mouvement des radicaux de gauche (Movement of Leftist Radicals); en 1972: issu d'une scission de la gauche du Parti Radical (Radical Party).
PR:	Parti républicain (Republican Party); en 1973: Fédération Nationale des Républicains Indépendants (FNRI); dès 1978: dans l'UDF.
Réf.:	Mouvement réformateur (Reformist Movement); en 1973: alliance des partis du centre (Rad., CNIP et CDS).
Rad.:	Parti radical; en 1973: dans le Mouvement Réformateur; dès 1978: dans l'UDF.
CDS:	Centre des démocrates sociaux (Centre of Social Democrats); avant 1976: Centre démocrate (Democratic Centre); en 1973: dans le Mouvement Réformateur; en 1976: réunification avec le CDP qui s'était dissocié en 1969; dès 1978: dans l'UDF.
CNIP:	Centre national des indépendants et paysans (National Centre of Independents and Farmers); en 1973: dans le Mouvement Réformateur; dès 1978: dans l'UDF.
CDP:	Centre démocratie et progrès (Centre Democracy and Progress); en 1976: réunification avec le CDS.
UDF:	Union pour la démocratie française (Union for French Democracy); alliance créée en 1978 pour soutenir le Président Valéry Giscard d'Estaing.
Union	
RPR-UDF:	En 1986: alliance du RPR et de l'UDF.
FN:	Front national (National Front)
Éco.:	Écologistes (Greens)

T3.7 France (suite)

Remarques:

1973:	Autres:	Parti socialiste unifié: 3 mandats; divers partis de droite: 14 mandats; divers partis de gauche: 3 mandats; Autres: 2 mandats.
1978:	UDF:	Alliance du Parti républicain (PR), Centre des démocrates sociaux (CDS), Parti radical (Rad.).
	Autres:	«Majorité présidentielle» (dans l'alliance de l'UDF): 16 mandats; Mouvement démocratique socialiste de France (dans l'alliance de l'UDF): 1 mandat; Parti socialiste démocrate: 1 Mandat; Autres: 1 mandat.
1981:	UDF:	Le Parti républicain (PR), le Centre des démocrates sociaux (CDS) et le Parti radical (Rad.) sont englobés dans l'UDF.
	Autres:	Divers partis de gauche: 7 mandats; divers partis de droite: 11 mandats.
1986:	RPR-UDF:	Dans certaines circonscriptions le RPR et l'UDF se sont présentés ensemble, dans d'autres séparément.
	Autres:	Divers partis de gauche: 5 mandats; divers partis de droite: 14 mandats; Union de la gauche: 2 mandats.
1988:	Autres:	Divers partis de gauche: 6 mandats; divers partis de droite: 12 mandats; 2 députés polynésiens.
1993:	Autres:	Divers partis de droite: 24 mandats; «Majorité présidentielle de gauche»: 10 mandats.
1997:	Autres:	Divers partis de gauche: 16 mandats; divers partis de droite: 8 mandats.

T3.8 Grèce

Distribution des mandats: Vouli Ton Ellinon

Parti ¹	1974	1977	1981	1985	1989 ^{a)}	1989 ^{b)}	1990	1993	1996	Groupe de parti ²
ND	220	171	115	126	145	148	150	111	108	Conservateur
EDIK	60	16								Libéral
PASOK	12	93	172	161	125	128	123	170	162	Social-dém.
KKE	8	11	13	12	-> SYN	-> SYN	-> SYN	9	11	Communiste
SPAD		2								Soc. de gauche
KNF		2								Libéral
EP		5								Extrême droite
SYN					28	21	19		10	Communiste
POLA								10		Conservateur
DIKKI									9	Social-dém.
Autres				1	2	3	8			Autres
Total	300	300	300	300	300	300	300	300	300	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations des partis en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP); banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) und Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

ND	Nea Dimokratia (New Democracy)
EDIK	Enosis Dimokratikou Kentrou (Union of the Democratic Centre); en 1974: Enosi Kentrou – Nees Dinamis (Union of the Centre – New Forces).
PASOK	Panellinio Sosialistiko Kinima (Panhellenic Socialist Movement)
KKE	Kommounistiko Komma Ellados (Greek Communist Party); de 1989 à 1990: SYN.
SPAD	Simachia Proodeftikon ke Aristeron Dinameon (Alliance of Progressive and Left Forces)
KNF	Komma Neofilefteron (New Liberal Party)
EP	Ethniki Parataxi (National Order)
SYN	Synaspismos tis Aristeras ke tis Proodou (Coalition of the Left and Progress)
POLA	Politiki Anixi (Political Spring)
DIKKI	Dimokratiko Kinoniko Kinima (Democratic Social Mouvement)

T3.8 Grèce (suite)

Remarques:

- 1974: KKE: Kommounistiko Komma Ellados Esoterikou (Greek Communist Party – Internal) et Eniea Dimokratiki Aristera (United Democratic Left) forment l'alliance Enomeni Aristera (United Left).
- 1985: Autres: Kommounistiko Komma Ellados Esoterikou KKE-ES (Greek Communist Party – Internal): 1 mandat.
- 1989^{a)}: élections du 18 juin 1989
- SYN: Alliance entre KKE, Elliniki Aristera (Greek Left), Enia Dimokratiki Aristera (United Democratic Left), Komma Dimokratikou Sosialismou (Democratic Socialism Party) et d'autres petits partis.
- Autres: Empistosini (Trust): 1 mandat;
 Dimokratiki Ananeosi (Democratic Renewal): 1 mandat.
- 1989^{b)}: élections du 5 novembre 1989:
- SYN: Alliance entre KKE, Elliniki Aristera (Greek Left), Enia Dimokratiki Aristera (United Democratic Left), Komma Dimokratikou Sosialismou (Democratic Socialism Party) et d'autres petits partis.
- Autres: Ikologi Enallaktiki (Alternative Ecologists): 1 mandat;
 Empistosini (Trust): 1 mandat;
 Anexartiti – Memonomeni (Independent – Single): 1 mandat.
- 1990: SYN: Alliance entre KKE, Elliniki Aristera (Greek Left), Enia Dimokratiki Aristera (United Democratic Left), Komma Dimokratikou Sosialismou (Democratic Socialism Party) et d'autres petits partis.
- Autres: Ikologi Enallaktiki (Alternative Ecologists): 1 mandat;
 Empistosini (Trust): 1 mandat;
 Pèpromeno (Fate): 1 mandat;
 Dimokratiki Ananeosi (Democratic Renewal): 1 mandat;
 Synergasia (Cooperation): 4 mandats (listes communes du PASOK et du SYN dans cinq circonscriptions à scrutin majoritaire).
- 1996: SYN: Synaspismos (Coalition)

T3.9 Irlande

Répartition des mandats: Dail Eireann, House of Representatives

Parti ¹	1973	1977	1981	1982 ^{a)}	1982 ^{b)}	1987	1989	1992	1997	Groupe de parti ²
FF	69	84	78	81	75	81	77	68	77	Conservateur
FG	54	43	65	63	70	51	55	45	54	Conservateur
LAB	19	17	15	15	16	12	15	33	17	Social-dém.
WP			1	3	2	4	7			Soc. de gauche
PD						14	6	10	4	Libéral
GP							1	1	2	Ecologiste
DL								4	4	Soc. de gauche
Autres	2	4	7	4	3	4	5	5	8	Autres
Total	144	148	166	166	166	166	166	166	166	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) and Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

FF Fianna Fáil

FG Fine Gael

LAB Labour Party

WP The Workers' Party;
jusqu'en 1982: Sinn Féin the Workers' Party

SLP Socialist Labour Party

PD Progressive Democrats;
détaché du Fianna Fáil en 1985.

DSP Democratic Socialist Party

GP Green Party – Comhaontas Glas

DL Democratic Left;

s'est détaché du Workers' Party en 1992 et a fusionné avec le Labour Party en 1999.

T3.9 Irlande (suite)

Remarques:

- 1973: Autres Hors parti / indépendants
- 1977: Autres Hors parti / indépendants
- 1981: Autres Hors parti / indépendants: 6 mandats;
Socialist Labour Party: 1 mandat.
- 1982^{a)}: élections du 18 février 1982:
Autres Hors parti / indépendants
- 1982^{b)}: élections du 24 novembre 1982 :
Autres Hors parti / indépendants
- 1987: Autres Hors parti / indépendants: 3 mandats;
Democratic Socialist Party: 1 mandat.
- 1989: Autres Hors parti / indépendants: 4 mandats;
Democratic Socialist Party: 1 mandat.
- 1992: Autres Hors parti / indépendants
- 1997: Autres Hors parti / indépendants: 6 mandats;
Socialist Party: 1 mandat;
Sinn Féin: 1 mandat.

T3.10 Islande

Répartition des mandats: Althingi

Parti ¹	1974	1978	1979	1983	1987	1991	1995	1999	Groupe de parti ²
SDP	5	14	10	6	10	10	7	-> ALL	Social-dém.
PP	17	12	17	14	13	13	15	12	Agrarien
IP	25	20	21	23	18	26	25	26	Conservateur
PA	11	14	11	10	8	9	9	-> ALL	Communiste
ULL	2								Libéral
SDA				4					Social-dém.
WA				3	6	5	3	-> ALL	Ecologiste
CP					7				Contestation
PM							4		Ecologiste
LP								2	Contestation
LGM								6	Social-dém.
ALL								17	Soc. de gauche
Autres			1		1				Autres
Total	60	60	60	60	63	63	63	63	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations des partis d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP): banque de données 'Parline'; dénominations en anglais d'après des sources officielles.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) and Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

SDP	Social Democratic Party
PP	Progressive Party
IP	Independence Party
PA	People's Alliance
ULL	Union of Liberals and Leftists
SDA	Social Democratic Alliance (détachée du SDP)
WA	Women's Alliance
CP	Citizens' Party (détaché de l'IP)
PM	People's Movement (détaché du SDP)
LP	Liberal Party
LGM	Left-Green Movement
ALL	The Alliance

T3.10 Islande (suite)

Remarques:

- 1979: Autres: Pas d'informations dans les sources officielles
- 1987: Autres: Association pour l'équité et la justice sociale (détachée du PP)
- 1995: PA: People's Alliance and Independents
- 1999: SDP: Les SPD, PA et la WA ont créé l'ALL (The Alliance)
- PA: Les SPD, PA et la WA ont créé l'ALL (The Alliance)
- WA: Les SPD, PA et la WA ont créé l'ALL (The Alliance)

T3.11 Italie

Distribution des mandats: Camera dei Deputati

Parti ¹	1972	1976	1979	1983	1987	1992	1994	1996	Groupe de parti ²
DC	266	263	262	225	234	206	-> Patto pl		Religieux
PDS	179	227	201	198	177	107	-> Prog.	-> Ulivo	Communiste
PSI	61	57	62	73	94	92	-> Prog.		Social.-dém.
AN	56	35	30	42	35	34	11/-> Polo BG	-> Polo Lib	Extrême droite
PSDI	29	15	20	23	17	16			Social.-dém.
PLI	20	5	9	16	11	17			Libéral
PRI	15	14	16	29	21	27		-> Ulivo	Libéral
SVP	3	3	4	3	3	3		3 -> Ulivo	Ethnique
Dem. Prol.		6		7	8				Communiste
PdUP			6						Soc. de gauche
P. Rad.		4	18	11	13	7			Libéral
FdV					13	16	-> Prog.	-> Ulivo	Ecologiste
Lega					1	55	-> Polo Lib	59	Ethnique
RC						35	-> Prog.	35	Communiste
Rete						12	-> Prog.		Social.-dém.
Alliances '94									
- Polo Lib							191		Conservateur
- Polo BG							164		Conservateur
- Prog.							213		Social.-dém.
- Patto pl							46		Religieux
Alliances '96									
- Ulivo								284	Social.-dém.
- Polo Lib								246	Conservateur
Autres	1	1	2	3	3	3	5	3	Autres
Total	630	630	630	630	630	630	630	630	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP); banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) and Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

T3.11 Italie (suite)

Partis et abréviations:

DC	Democrazia Cristiana (Christian Democrats)
PDS	Partito Democratico della Sinistra (Democratic Party of the Left); jusqu'en 1991: Partito Comunista Italiano PCI (Communist Party), puis division en PDS et RC.
PSI	Partito Socialista Italiano (Socialist Party)
AN	Alleanza Nazionale (National Alliance); jusqu'en 1994: Movimento Sociale Italiano – Destra Nazionale (Social Movement).
PSDI	Partito Socialista Democratico Italiano (Social Democrats)
PLI	Partito Liberale Italiano (Liberal Party)
PRI	Partito Repubblicano Italiano (Italian Republican Party)
SVP	Südtiroler Volkspartei/Partito Popolare Sud-Tirolese (South Tyrolean People's Party)
Dem. Prol.	Democrazia Proletaria (Proletarian Democracy)
PdUP	Partito di Unità Proletaria per il Comunismo
P. Rad.	Partito Radicale (Radical Party); en 1992: Lista Panella
FdV	Federazione dei Verdi (Greens' Federation); jusqu'en 1992: Lista Verde (Green List)
Lega	Lega Nord (Northern League); jusqu'en 1991: Lega Lombarda (Lombard League), puis création de la Lega Nord avec la Liga Veneta et d'autres partis régionaux.
RC	Rifondazione Comunista (Communist Refoundation); en 1991, séparation du Partito comunista après nouvelle dénomination PDS.
Rete	LA RETE – Movimento per la Democrazia (The Network – Movement for Democracy)

Alliances 1994

Polo Lib	Polo della Libertà (Pole of freedom): alliance entre la Lega Nord et Forza Italia, dont, selon la proportionnelle: 11 mandats à la Lega Nord et 16 mandats à Forza Italia.
Polo BG	Polo del Buon Governo (Pole of Good Government): alliance entre l'Alleanza Nazionale et Forza Italia, dont, selon la proportionnelle: 13 mandats à l'AN et 14 mandats à Forza Italia.
Prog.	Progressisti (Progressives): alliance entre PDS, RC, PSI, FdV, Rete et l'Alleanza Democratica (Democratic Alliance), dont, selon la proportionnelle: 38 mandats au PDS et 11 mandats à la RC.
Patto pl	Patto per l'Italia (Pact for Italy): alliance entre le Patto Segni (Mario Segni) et le Partito Popolare Italiano (continuation de la DC), dont, selon la proportionnelle: 29 mandats au Partito Popolare Italiano et 13 mandats au Patto Segni.

T3.11 Italie (suite)

Alliances 1996

- Ulivo L'Ulivo (Olive tree): Alliance entre PDS, Lista Dini, FdV, Partito Sardo d'Azione et le POP-SVP-PRI-UD-Prodi (Pacte des Partito Popolare Italiano, SVP, PRI, UD EUR (Democratic Union for Europe) und Prodi), dont, selon la proportionnelle: 26 mandats au PDS, 8 mandats à la Lista Dini et 4 mandats au POP-SVP-PRI-DU-Prodi.
- Polo Lib Polo per le Libertà (Freedom pole): Alliance électorale entre Forza Italia, AN et le CCD-CDU (Pacte de la DC, du Centro cristiano democratico (CCD) et des Cristiani democratici uniti (CDU)), dont, selon la proportionnelle: 37 mandats à Forza Italia, 28 mandats à l'AN et 12 mandats au CCD-CDU.

Remarques:

- 1972: Autres: Gruppo Progressista
- 1976: Autres: PCI-PSI-PdUP
- 1979: Autres: Associazione per Trieste: 1 mandat;
UV-UVP-D. Pop.-PLI : 1 mandat.
- 1983: Autres: Liga Veneta: 1 mandat;
Partito Sardo d'Azione: 1 mandat;
UV-UVP-Dem. Pop.: 1 mandat.
- 1987: Autres: Partito Sardo d'Azione: 2 mandats;
UV-ADP-PRI: 1 mandat.
- 1992: Autres: Federalismo – Pensionati Uomini Vivi: 1 mandat;
Lega Autonoma Veneta: 1 mandat;
Lista della Valle d'Aosta: 1 mandat.
- 1994: Depuis 1994, l'Italie dispose d'un système électoral mixte: 3/4 des mandats sont occupés selon le scrutin majoritaire dans les arrondissement n'ayant qu'un député à élire et 1/4 des mandats (scrutin de liste dans 26 circonscriptions) sont distribués selon le système proportionnel.

AN: L'AN s'est présentée aux élections tant dans le cadre de l'apparement au Patto BG que seule. Les 11 mandats qu'elle a gagnés hors de l'Alliance sont mentionnés sous AN.
Autres: Lista della Valle d'Aosta: 1 mandat;
4 mandats aux autres.
- 1996: Autres: Lista della Valle d'Aosta: 1 mandat;
2 mandats aux autres.

T3.12 Liechtenstein

Répartition des mandats: Landtag

Parti ¹	1974	1978	1982	1986	1989	1993	1993*	1997	Groupe de parti ²
FBP	8	7	7	7	12	12	11	10	Conservateur
VU	7	8	8	8	13	11	13	13	Conservateur
FL						2	1	2	Ecologiste
Total	15	15	15	15	25	25	25	25	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Union Interparlementaire (UIP): Banque de données 'Parline'.

² Classification selon: OFS

Partis et abréviations:

FBP Fortschrittliche Bürgerpartei (Progressive Citizens' Party)

VU Vaterländische Union (Patriotic Union)

FL Freie Liste (Free List)

Remarques:

1993*: Après le vote de censure contre le chef du gouvernement, nouvelles élections la même année.

T3.13 Luxembourg

Répartition des mandats: Chambre des Députés

Parti ¹	1974	1979	1984	1989	1994	1999	Groupe de parti ²
PCS	18	24	25	22	21	19	Religieux
PCL	5	2	2	1			Communiste
PD	14	15	14	11	12	15	Libéral
POSL	17	14	21	18	17	13	Social-dém.
ADR				4	5	7	Contestation
GLEI				2	5	5	Ecologiste
GAP			2	2			Ecologiste
PSD	5	2					Social-dém.
Autres		2				1	Autres
Total	59	59	64	60	60	60	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP): banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

PCS	Parti chrétien-social (Christian Social Party)
PCL	Parti communiste (Communist Party)
PD	Parti démocratique (Democratic Party)
POSL	Parti ouvrier-socialiste (Socialist Workers' Party)
ADR	Comité d'action pour la démocratie et le droit aux pensions (Action Committee for Democracy and Justice); jusqu'en 1994: Comité d'action 5/6 Pensions pour tous (Action Committee 5/6 Pensions for All).
GLEI	Liste verte initiative écologique (Green Left); en 1994 en commun avec GAP en tant que GLEI-GAP et, à partir de 1999, en tant que Les Verts (Greens).
GAP	Parti vert alternatif (Green Alternative); en 1994 en commun avec GLEI en tant que GLEI-GAP et, à partir de 1999, en tant que Les Verts (Greens).
PSD	Parti social-démocratique (Social Democratic Party)

Remarques:

1979	Übrige:	Enrôles de force: 1 mandat; Socialistes indépendants (Independent Socialists): 1 mandat.
1979	Übrige:	Déi Lénk / La Gauche (The Left)

T3.14 Norvège

Répartition des mandats: Stortinget

Parti ¹	1973	1977	1981	1985	1989	1993	1997	Groupe de parti ²
A	62	76	66	71	63	67	65	Social-dém.
Frp	4		4	2	22	10	25	Religieux
H	29	41	53	50	37	28	23	Conservateur
KrF	20	22	15	16	14	13	25	Religieux
Sp	21	12	11	12	11	32	11	Agrarien
SV	16	2	4	6	17	13	9	Soc. de gauche
V	2	2	2			1	6	Libéral
Autres	1				1	1	1	Autres
Total	155	155	155	157	165	165	165	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement.

Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après des sources officielles.

² Classification : Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

A	Det norske Arbeiderparti (Labour Party)
Frp	Fremskrittspartiet (Progress Party)
H	Høyre (Conservative Party)
KrF	Kristelig Folkeparti (Christian Democratic Party)
Sp	Senterpartiet (Centre Party)
SV	Sosialistisk Venstreparti (Socialist Left Party)
V	Venstre (Liberal Party)

Remarques:

1973:	Frp:	Anders Lange Parti. Nommé d'après le fondateur du parti, Anders Lange; après 1973, renommé Fremskrittspartiet.
	SV:	Sosialistisk Valgforbund (Socialist Electoral Alliance); coalition entre Sosialistisk Folkeparti, Norske Kommunistiske Parti et certains indépendants; après les élections, cette coalition a donné naissance au Sosialistisk Venstreparti (Socialist Left Party).
	Autres:	Det Liberale Folkepartiet (the Liberal People's Party)
1989:	Autres:	Aunelista (Future for Finnmark)
1993:	Autres:	Rod Valgallianse (Red Electoral Alliance)
1997:	Autres:	Tverrpolitisk Folkevalgte (Inter-political People's Party)

T3.15 Pays-Bas

Répartition des mandats: Tweede Kamer der Staten-Generaal

Parti ¹	1971	1972	1977	1981	1982	1986	1989	1994	1998	Groupe de parti ²
PvdA	39	43	53	44	47	52	49	37	45	Social-dém.
VVD	16	22	28	26	36	27	22	31	38	Libéral
KVP	35	27	-> CDA							Religieux
CHU	10	7	-> CDA							Religieux
AR	13	14	-> CDA							Religieux
CDA			49	48	45	54	54	34	29	Religieux
D'66	11	6	8	17	6	9	12	24	14	Libéral
GPV	2	2	1	1	1	1	2	2	2	Religieux
SGP	3	3	3	3	3	3	3	2	3	Religieux
CPN	6	7	2	3	3		-> GL			Communiste
PSP	2	2	1	3	3	1	-> GL			Soc. de gauche
DS'70	8	6	1							Social-dém.
PPR	2	7	3	3	2	2	-> GL			Religieux
RPF				2	2	1	1	3	3	Religieux
SP								2	5	Soc. de gauche
GL							6	5	11	Ecologiste
AOV								6		Contestation
Autres	3	4	1		2		1	4		Autres
Total	150	150	150	150	150	150	150	150	150	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles; dénominations en anglais d'après: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP); banque de données 'Parline'.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

PvdA	Partij van de Arbeid (Labour Party)
VVD	Volkspartij voor Vrijheid en Democratie (People's Party for Freedom and Democracy)
KVP	Katholieke Volkspartij (Catholic People's Party); en 1975: création du CDA à partir de la fusion des KVP, CHU et AR.
CHU	Christelijk-Historische Unie (Christian Historical Union); en 1975: création du CDA à partir de la fusion des KVP, CHU et AR.
AR	Anti-Revolutionaire Partij (Anti Revolutionary Party); en 1975: création du CDA à partir de la fusion des KVP, CHU et AR.
CDA	Christen Democratisch Appèl (Christian Democratic Appeal); en 1975: création à partir de la fusion des KVP, CHU et AR.

T3.15 Pays-Bas (suite)

D'66	Democraten '66 (Democrats' 66)
GPV	Gereformeerd Politiek Verbond (Reformed Political League)
SGP	Staatkundig Gereformeerde Partij (State Reform Party)
CPN	Communistische Partij Nederland (Communist Party); en 1989: création du Groen Links (GL) à partir de l'union des CPN, PPR, PSP et du Evangelische Volkspartij (EVP, Evangelic People's Party).
PSP	Pacifistisch-Socialistische Partij (Pacifist Socialist Party); en 1989: création du Groen Links (GL) à partir de l'union des CPN, PPR, PSP et du Evangelische Volkspartij (EVP, Evangelic People's Party).
DS'70	Democratisch Socialisten '70 (Democratic Socialists '70); en 1970, se détache du PvdA.
PPR	Politieke Partij Radikalen (Radical Political Party); en 1989: création du Groen Links (GL) à partir de l'union des CPN, PPR, PSP et du Evangelische Volkspartij (EVP, Evangelic People's Party).
RPF	Reformatische Politieke Federatie (Reformed Political Federation)
SP	Socialistische Partij (Socialist Party)
GL	Groen Links (Green Left); en 1989: création à partir de l'union des CPN, PPR, PSP et du Evangelische Volkspartij (EVP, Evangelic People's Party).
AOV	Algemeen ouderen verbond (United Old Persons' League)

Remarques:

1971:	Autres:	Nederlandse Middenstands Partij: 2 mandats; Boeren-Partij: 1 mandat.
1972:	Autres:	Boeren-Partij: 3 mandats; Rooms Katholieke Partij Nederland: 1 mandat.
1977:	Autres:	Boeren-Partij: 1 mandat.
1982:	Autres:	Centrumpartij: 1 mandat; Evangelische Volkspartij: 1 mandat.
1989:	Autres:	Lijst Janmaat/Centrumdemokraten: 1 mandat.
1994:	Autres:	Centrumdemokraten: 3 mandats; Unie 55+: 1 mandat.

T3.16 Portugal

Répartition des mandats: Assembleia da Republica

Parti ¹	1975	1976	1979	1980	1983	1985	1987	1991	1995	1999	Groupe de par
PS	116	107	74	74	101	57	60	72	112	115	Social-dém.
PSD	81	73	7 / -> AD	8 / -> AD	75	88	148	135	88	81	Libéral
PCP	30	40	-> APU	-> APU	-> APU	-> APU	-> CDU	-> CDU	-> CDU	-> CDU	Communiste
CDS/PP	16	42	-> AD	-> AD	30	22	4	5	15	15	Relig.
MDP	5		-> APU	-> APU	-> APU	-> APU					Communiste
AD			121	126							Libéral
APU			47	41	44	38					Communiste
PRD						45	7				Libéral
CDU							31	17	15	17	Communiste
Autres	2	1	1	1				1		2	Autres
Total	250	263	250	250	250	250	250	230	230	230	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après: Armington K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Union Interparlementaire (UIP): 'Parline' banque de données.

² Classification selon: Armington K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) and Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

PS:	Partido Socialista (Socialist Party)
PSD:	Partido Social Democrata (Social Democrats); jusqu'en 1976: Partido Popular Democrático (PPD); après 1976, en lice en tant que PPD/PSD dans certaines régions; en 1979 et 1980: dans la coalition Aliança Democrática (AD).
PCP:	Partido Comunista Português (Communist Party); de 1979 à 1985: dans la coalition Aliança Povo Unido (APU); dès 1987: dans la coalition Coligação Democrática Unitária (CDU).
CDS/PP:	Centro Democrático Social / Partido Popular (Centre Social Democrats / Popular Party); jusqu'en 1995: Centro Democrático Social (CDS); en 1979 et 1980: dans la coalition Aliança Democrática (AD).
MDP:	Movimento Democrático Português (Democratic Movement); de 1979 à 1985: dans la coalition Aliança Povo Unido (APU).
AD:	Aliança Democrática (Democratic Alliance): coalition entre les PSD, CDS et le Partido Popular Monárquico.
APU:	Aliança Povo Unido (United People's Alliance): coalition entre le PCP et le MDP.
PRD:	Partido Renovador Democrático (Democratic Renewal Party)
CDU:	Coligação Democrática Unitária (Unified Democratic Coalition): coalition entre le PCP et le Partido Ecologista 'Os Verdes' (PEV); en 1991 et 1995: en lice sous le nom de 'PCP/PVE'.

T3.16 Portugal (suite)

Remarques:

- 1975: Autres: ADIM: 1 mandat;
União Democrática Popular: 1 mandat.
- 1976: Autres: União Democrática Popular: 1 mandat.
- 1979: PSD: Avec le CDS et le Partido Popular Monárquico dans la coalition de l'Aliança Democrática (AD); distribution des mandats dans la coalition: PSD 73, CDS 43, Partido Popular Monárquico 5;
sur liste séparée aux Açores et à Madère, il gagne 7 mandats.
- PCP: Avec le MDP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- CDS: Avec le PSD et le Partido Popular Monárquico dans la coalition Aliança Democrática (AD); distribution des mandats dans la coalition: PSD 73, CDS 43, Partido Popular Monárquico 5.
- MDP: Avec le PCP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- Autres: União Democrática Popular: 1 mandat.
- 1980: PS: Avec l'UEDS dans la coalition Frente Republicana e Socialista (FRS);
tous les mandats de la coalition attribués au PS.
- PSD: Avec le CDS et le Partido Popular Monárquico dans la coalition de l'Aliança Democrática (AD); distribution des mandats dans la coalition: PSD 74, CDS 46, Partido Popular Monárquico 6;
sur liste séparée aux Açores et à Madère, il gagne 8 mandats.
- PCP: Avec le MDP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- CDS: Avec le PSD et le Partido Popular Monárquico dans la coalition Aliança Democrática (AD); distribution des mandats dans la coalition: PSD 74, CDS 46, Partido Popular Monárquico 6.
- MDP: Avec le PCP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- Autres: União Democrática Popular: 1 mandat.
- 1983: PCP: Avec le MDP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- MDP: Avec le PCP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- 1985: PCP: Avec le MDP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- MDP: Avec le PCP dans la coalition Aliança Povo Unido (APU);
tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- 1987: PCP: Avec le Partido Ecologista 'Os Verdes' (PVE) dans la coalition Coligação Democrática Unitária (CDU); tous les mandats de la coalition attribués au PCP.

T3.16 Portugal (suite)

- 1991: PCP: Avec le Partido Ecologista 'Os Verdes' (PVE) dans la coalition Coligação Democrática Unitária (CDU); tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
Autres: Partido da Solidariedade Nacional
- 1995: PCP: Avec le Partido Ecologista 'Os Verdes' (PVE) dans la coalition Coligação Democrática Unitária (CDU); tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
- 1999: PCP: Avec le Partido Ecologista 'Os Verdes' (PVE) dans la coalition Coligação Democrática Unitária (CDU); tous les mandats de la coalition attribués au PCP.
Autres: Bloco do Esquerda

T3.17 Royaume Uni (GBR)

Répartition des mandats: House of Commons

Parti ¹	1974 ^{a)}	1974 ^{b)}	1979	1983	1987	1992	1997	Groupe de parti ²
Con	296	276	339	397	375	336	165	Conservateur
Lab	301	319	268	209	229	271	418	Social-dém.
LibDem	14	13	11	23	22	20	46	Libéral
SNP	7	11	2	2	3	3	6	Ethnique
PC	2	3	2	2	3	4	4	Ethnique
UU	7	6	5	11	9	9	10	Ethnique
UDU	1	1	3	3	3	3	2	Ethnique
SDLP	1	1	1	1	3	4	3	Ethnique
SF				1	1		2	Ethnique
Autres	6	5	4	1	2	1	3	Autres
Total	635	635	635	650	650	651	659	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations d'après des sources officielles.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

Con Conservative Party

Lab Labour Party

LibDem Liberal Democratic Party;
jusqu'en 1992: Liberal Party;

en 1992, coalition du Liberal Party et du Social Democratic Party (SDP);

en 1983 et 1987, ces deux partis s'étaient déjà présentés ensemble aux élections.

SNP Scottish National Party

PC Plaid Cymru

UU Ulster Unionist

UDU Ulster Democratic Unionist

SDLP Social Democratic and Labour Party

SF Sinn Fein

T3.17 Royaume Uni (GBR, suite)

Remarques:

1974^{a)}: élections du 28 février 1974:

Autres: Vanguard Unionist Progressive Party: 3 mandats;
Indépendants/autres: 3 mandats.

1974^{b)}: élections du 10 octobre 1974:

Autres: Vanguard Unionist Progressive Party: 3 mandats;
Indépendants/autres: 2 mandats.

1979: Autres: United Ulster Unionist Party: 1 mandat;
James Kilfedder (Ulster Unionist Party, mais en opposition au parti officiel): 1 mandat;
Indépendants/autres: 2 mandats.

1983: LibDem: Coalition du Liberal Party et du Social Democratic Party (SDP)
Autres: Ulster Popular Unionist: 1 mandat.

1987: LibDem: Coalition du Liberal Party et du Social Democratic Party (SDP)
Autres: Ulster Popular Unionist: 1 mandat;
Indépendants/autres: 1 mandat.

1992: Autres: Ulster Popular Unionist: 1 mandat.

1997: Autres: UK Unionist Party: 1 mandat;
Indépendants/autres: 2 mandats.

T3.18 Suède

Répartition des mandats: Riksdag

Parti ¹	1973	1976	1979	1982	1985	1988	1991	1994	1998	Groupe de parti ²
m	51	55	73	86	76	66	80	80	82	Conservateur
c	90	86	64	56	43	42	31	27	18	Agrarien
fp	34	39	38	21	51	44	33	26	17	Libéral
s	156	152	154	166	159	156	138	161	131	Social-dém.
v	19	17	20	20	19	21	16	22	43	Communiste
kd					1		26	15	42	Religieux
mp						20		18	16	Ecologiste
nyd							25			Religieux
Total	350	349	349	349	349	349	349	349	349	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après des sources officielles.

² Classification : Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

Partis et abréviations:

m	Moderata Samlingspartiet (The Conservative Party)
c	Centerpartiet (The Centre Party)
fp	Folkpartiet liberalerna (The Liberal Party)
s	Arbetarepartiet – Socialdemokraterna (The Social Democrats)
v	Vänsterpartiet (The Left Party); jusqu'en 1991: Vänsterpartiet Kommunistera (The Left Party – Communists).
kd	Kristdemokraterna (The Christian Democrats); jusqu'en 1987: Kristen Demokratisk Samling.
mp	Miljöpartiet De Gröna (The Green Party)
nyd	Ny Demokrati (New Democracy)

Remarques:

1985: kd Fusion avec le Centerpartiet; cette coalition kd obtient alors 1 mandat.

T3.19 Suisse

Répartition des mandats: Nationalrat / Conseil national / Consiglio nazionale

Parti ¹	1971	1975	1979	1983	1987	1991	1995	1999	Groupe de parti ²
PRD	49	47	51	54	51	44	45	43	Libéral
PDC	44	46	44	42	42	35	34	35	Religieux
PSS	46	55	51	47	41	41	54	51	Social-dém.
UDC	23	21	23	23	25	25	29	44	Conservateur
PLS	6	6	8	8	9	10	7	6	Libéral
AdI	13	11	8	8	8	5	3	1	Libéral
PEV	3	3	3	3	3	3	2	3	Religieux
PST	5	4	3	1	1	2	3	3	Communiste
PSA	0	1	1	1	1	1			Soc. de gauche
POCH	0	0	2	3	3	0			Soc. de gauche
AVF					1	1	2	1	Soc. de gauche
PES		0	1	3	9	14	8	8	Ecologiste
DS	7	4	1	1	0				Contestation
Rép.	4	2	2	4	3	5	3	1	Contestation
PSL					2	8	7	0	Contestation
Lega						2	1	2	Ethnique
Autres:	0	0	2	2	1	4	2	2	Autres
Total	200	200	200	200	200	200	200	200	Total

¹ La désignation des partis correspond à celle utilisée actuellement. Abréviations des partis et dénominations en anglais d'après des sources officielles.

² Classification selon: Armingeon K. et al. (2001): Comparative Political Data Set (CPDS) et Lane J.-E./Ersson S. (1999): Politics and Society in Western Europe.

T3.19 Suisse (suite)

Partis et abréviations:

PRD	Parti radical-démocratique suisse (Radical Democratic Party)
PDC	Parti démocrate-chrétien suisse (Christian Democratic Party)
PSS	Parti socialiste suisse (Social-democratic Party)
UDC	Union démocratique du centre (Swiss People's Party)
PLS	Parti libéral suisse (Liberal Party)
AdI	Alliance des indépendants (Independents)
PEV	Parti évangélique populaire suisse (Evangelical People's Party)
PST	Parti suisse du travail/Parti ouvrier et populaire (POP) (Labour Party)
PSA	Partito socialista autonomo (Autonomous Socialist Party)
POCH	Organisations progressistes suisses (Progressive Organisations of Switzerland)
AVF	Alternative socialiste verte et groupements féministes (Feminist and green-alternative groups)
PES	Parti écologiste suisse (Green Party)
Rép.	Mouvement national d'action républicaine et sociale suisse (Swiss Republican Movement)
DS	Démocrates suisses (Swiss Democrats)
PSL	Parti suisse de la liberté (Freedom Party of Switzerland)

Remarques:

1979:	Autres:	Entente jurassienne: 1 mandat; Liste d'unité jurassienne et populaire: 1 mandat.
1983:	Autres:	Liste libre: 1 mandat; Comité d'Herbert Maeder: 1 mandat.
1987:	Autres:	Comité d'Herbert Maeder: 1 mandat.
1991:	Autres:	Parti chrétien-social: 1 mandat; Union démocratique fédérale: 1 mandat; Alliance jurassienne: 1 mandat; Comité d'Herbert Maeder: 1 mandat.
1995:	Autres:	Parti chrétien-social: 1 mandat; Union démocratique fédérale: 1 mandat.
1999:	PST:	Inclus un représentant de la liste Alliance de gauche – solidarités
	Autres:	Parti chrétien-social: 1 mandat; Union démocratique fédérale: 1 mandat.

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>N° à composer</i>	<i>Moyen de diffusion</i>	<i>N° à composer</i>
Service de renseignements individuels	032 713 60 11 info@bfs.admin.ch	Publications: information approfondie (certaines sont disponibles sur disquette)	032 713 60 60 order@bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch		
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch	Banque de données (accessible en ligne)	032 713 60 86 www.statweb.admin.ch

La **Liste des publications** mise à jour régulièrement, donne davantage de détails sur les divers moyens de diffusion. Elle se trouve sur internet à l'adresse www.statistique.admin.ch >>Actualités>>Nouvelles publications.

Politique

Ladner Andreas: L'évolution des systèmes cantonaux des partis suisses. Une étude basée sur les données des élections au Conseil national et dans les parlements cantonaux de 1971 à 2003. Edité par l'OFS, Neuchâtel 2003, numéro de comande 590-0300.

Elections au Conseil national de 1999. Aperçu et analyse. Neuchâtel 2002, numéro de commande 016-9904.

Les femmes et les élections au Conseil national de 1999. Evolution depuis 1971. Neuchâtel 2000, numéro de commande 016-9902.

Les élections au Conseil national de 1999. L'évolution du paysage politique depuis 1971. Neuchâtel 1999, numéro de commande 016-9901.

Les élections au Conseil national de 1999: Les «mandats assurés» et les «mandats restants» des partis lors des élections au Conseil national de 1995 et l'évolution du paysage politique dans les élections parlementaires cantonales (1996–1999). Actualités OFS, Neuchâtel 1999.

Burger Rudolf: Konzepte zur Analyse der Panaschierstatistik. Eine Studie mit Daten der Nationalratswahlen 1999. Edité par l'OFS, Neuchâtel 2001, numéro de commande 016-9903.

La difficile conquête du mandat de députée. Les femmes et les élections au Conseil national de 1971 à 1991. Avec, en complément: 1) Les femmes dans les parlements cantonaux (1961–1994), 2) Etude de quelques déterminants de la représentation des femmes dans les assemblées législatives suisses de Thanh-Huyen Ballmer-Cao/John Bendix. Berne 1994, numéro de commande 016-9103.

La représentation des femmes dans les exécutifs communaux en 2001. Neuchâtel 2001, numéro de commande 221-0100.

Les votations populaires fédérales en 1999. Neuchâtel 2001, numéro de commande 200-9900.

Les votations populaires fédérales en 1998. Neuchâtel 2000, numéro de commande 200-9800.

La Suisse est-elle un exemple de stabilité politique? Qu'en est-il de cette stabilité tant citée après la progression fulgurante de l'UDC, qui a doublé ses suffrages en deux élections et s'est hissée ainsi au rang du parti le plus fort de la Suisse, et après l'évolution des verts, qui sont devenus le plus important des partis non gouvernementaux dans les années 1990?

La présente étude tente de répondre à des questions comme celle de la stabilité politique suisse par des comparaisons avec la situation dans les autres pays. Elle analyse les changements observés dans le paysage politique suisse au cours des trente dernières années et les compare avec l'évolution des partis politiques dans les Etats européens, en ce qui concerne notamment les aspects suivants:

- le nombre des partis,
- les différences dans leurs programmes,
- les partis d'extrême gauche et d'extrême droite,
- le système de partis national par rapport aux 26 systèmes de partis cantonaux,
- l'évolution du paysage politique dans les années 1990.

L'annexe de cette étude présente des tableaux avec les résultats officiels des élections au Parlement de tous les pays de l'UE et de l'AELE depuis 1970. Ces résultats permettent de retracer l'évolution politique dans ces pays.